AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2019 (ROB)
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND CAHORS

I- LES CONTRAINTES DU ROB COMMUNAUTAIRE

A- Contexte économique et financier
B- Les contraintes du budget communautaire

II- LES DONNEES « DYNAMIQUES » DU BUDGET

A- L'évolution rétrospective du résultat
B- La dotation globale de fonctionnement (DGF)
C- Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal
D- Les recettes fiscales de la communauté
E- La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)
F- L'investissement réalisé en 2018 et son financement
G- L'encours de dette
H- Orientations relatives aux dépenses de personnel
I- Evolution de notre capacité à investir

III- LES BUDGETS ET STRUCTURES ANNEXES

A. Budgets annexes
B. Participations aux structures annexes

IV- SYNTHESE

V- ANNEXES

A- Rétrospective consolidée BP+ OM
B- Détail investissement 2018
C- PPI 2019-2021
D- Détail Encours de Dette
E- Eléments sur le personnel
F- La fiscalité sur le territoire en 2018

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

Le Rapport d'orientation budgétaire (ROB) constitue un moment essentiel de la vie d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales. A cette occasion, sont notamment définies sa politique d'investissement et sa stratégie financière ; première étape du cycle budgétaire.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante :

- de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif ;
- d'être informée sur l'évolution financière de la communauté d'agglomération.

Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière et fiscale de leur communauté d'agglomération.

I- LES CONTRAINTES DU ROB COMMUNAUTAIRE

A- Contexte économique et financier

1- Environnement économique *(note de conjoncture déc. 2018 insee)*

Après un début d'année maussade (+0,2 % de croissance au premier comme au deuxième trimestre 2018), l'économie française s'est redressée cet été (+0,4 %). Ce retour à meilleure fortune était en partie acquis, avec le retour à la normale de facteurs ponctuels qui avaient grevé l'activité au printemps (maintenances dans les raffineries et grèves dans les transports ferroviaires notamment).

Dans le même temps, la zone euro, dont l'activité s'était mieux portée qu'en France au premier semestre 2018, a montré des signes d'essoufflement au troisième trimestre (+0,2 %). En particulier, l'activité italienne a marqué le pas et l'économie allemande a calé. Certes, les difficultés d'adaptation de la production automobile allemande à la nouvelle norme antipollution entrée en vigueur en septembre sont pour beaucoup dans ce brutal coup de frein. Mais les climats des affaires, qui ne cessent de se dégrader depuis le début de l'année, suggèrent un affaiblissement de la croissance européenne qui ne se limiterait pas à des facteurs ponctuels.

L'activité américaine a, quant à elle, gardé une vigueur intacte, dopée par les réductions fiscales, au risque de déséquilibres macroéconomiques. Elle ralentirait toutefois un peu d'ici la mi-2019. Les États-Unis continuent par ailleurs de faire peser sur le commerce mondial la menace de nouveaux relèvements des tarifs douaniers. Paradoxalement, cela contribuerait, fin 2018, à accélérer les échanges avec la Chine, en anticipation de nouvelles hausses qui commenceraient à faire sentir leurs effets début 2019. Les moteurs de la croissance chinoise semblent par ailleurs s'essouffler progressivement.

Le contexte international est également marqué par le resserrement monétaire engagé outre-Atlantique : certaines économies émergentes pourraient en pâtir. Le prix du pétrole, après avoir progressé quasi-continûment depuis la mi-2017, a, sous l'effet d'un marché excédentaire et de facteurs géopolitiques, brutalement chuté en octobre et novembre, ce qui pourrait limiter l'inflation future, s'il ne connaissait pas un nouveau retournement. Le taux de change de l'euro face au dollar est quant à lui resté relativement stable depuis plusieurs mois.
Dans ce climat international voilé, l'Europe connaît également des problèmes internes, qu'il s'agisse des modalités du Brexit à venir, des incertitudes budgétaires italiennes ou des tensions sociales en France. L'analyse des cycles économiques au sein de la zone euro suggère par ailleurs que l'activité des principaux pays serait proche de son potentiel, c'est-à-dire que le dynamisme associé au rattrapage consécutif aux récessions passées serait en passe de s'estomper. Malgré les soutiens budgétaires dans quelques pays, l'activité de la zone euro poursuivrait donc son ralentissement, avec une croissance d'environ 0,3 % par trimestre d'ici la mi-2019.

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

À cet horizon, l'économie française progresserait à un rythme similaire (0,2 % fin 2018, 0,4 % au premier trimestre 2019 puis +0,3 % au deuxième). En moyenne annuelle, le PIB français augmenterait de 1,5 % en 2018, et son acquis de croissance pour 2019 serait de 1,0 % à mi-année. L'emploi conserverait également un rythme modéré (64 000 créations nettes au premier semestre 2019, après 107 000 sur l'ensemble de l'année 2018) qui ne permettrait qu'une lente diminution du chômage (prévu à 9,0 % au printemps prochain). Après d'importantes livraisons aéronautiques et navales fin 2018, la contribution du commerce extérieur à la croissance redeviendrait négative au premier semestre 2019. La progression de l'activité serait donc principalement portée par la demande intérieure : l'investissement des entreprises serait encore dynamique début 2019, en réponse aux tensions sur l'appareil productif, et soutenu par des conditions financières toujours accommodantes. L'investissement des ménages continuerait en revanche de se replier, comme l'indique l'évolution du nombre de permis de construire. Mais la consommation des ménages se redresserait, sous l'effet notamment des mesures de soutien au pouvoir d'achat, dont l'acquis de croissance annuelle s'élèverait déjà à 2,0 % mi-2019.

À côté des incertitudes internationales persistantes, le comportement de consommation des ménages français reste d'ailleurs un des aléas susceptibles d'affecter ce scénario, à la hausse comme à la baisse. La durée et les conséquences du mouvement social des gilets jaunes restent d'ailleurs très incertaines au moment de la finalisation de la note de conjoncture de l'Insee du 13 décembre 2018).

2- **La loi de finances 2019** *(issue de « Le Dob en instantané de La Banque postale »)*

- **<u>Dotations</u>**

Art. 77 : Non minoration de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) du bloc communal au titre de 2018
Cet article entérine la suppression de la minoration de la DCRTP des EPCI prévue en LFI 2018, annoncée par une circulaire en mars 2018 (107 millions d'euros). De la même manière, par un amendement, celle qui concernait les communes l'est également (15 millions d'euros).

Art. 250 : Réforme de la dotation d'intercommunalité (1,56 milliard d'euros)

Organisation et progression de l'enveloppe unique de la dotation d'intercommunalité
Cet article organise la réforme de la dotation d'intercommunalité qui ne comprendra plus de sous-enveloppes en fonction des catégories juridiques, mais une enveloppe unique qui sera de surcroît abondée chaque année à hauteur de 30 millions d'euros à compter de 2019. À titre exceptionnel, en 2019, un abondement supplémentaire de 7 millions d'euros couvrira le non plafonnement à la hausse du montant de dotation d'intercommunalité par habitant des EPCI qui changeront de catégorie au 1er janvier 2019.
Ces accroissements seront financés par une minoration de la DGF du bloc communal (dotation de compensation des EPCI et dotation forfaitaire des communes).
La dotation d'intercommunalité reste constituée de deux parts : une dotation de base (30 %) et une dotation de péréquation (70 %). Pour le calcul de cette seconde part, le critère du revenu par habitant est introduit.

Calcul des attributions individuelles
Au niveau des attributions individuelles, un complément est prévu pour certains EPCI, qui, en 2018, percevaient un montant de DGF inférieur à 5 euros par habitant du fait notamment de la contribution au redressement des finances publiques opérée ces dernières années. Ainsi, chaque

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

EPCI ayant un potentiel fiscal (PF) par habitant inférieur au double du PF/habitant moyen des EPCI de leur catégorie verra sa DGF réalimentée et percevra l'équivalent de 5 euros par habitant au titre de 2018.
Le coût de cette réalimentation, estimé à 29 millions d'euros, sera financé par une minoration de la dotation de compensation des EPCI et de la dotation forfaitaire des communes.

Règles de garantie et plafonnement de droit commun
Les garanties sont financées par la dotation d'intercommunalité avant répartition.
À compter de la troisième année d'attribution de la dotation dans la même catégorie, les EPCI ne peuvent percevoir une attribution par habitant inférieure à 95 % du montant perçu l'année précédente. Un plafond a été fixé : l'EPCI ne peut pas percevoir plus de 110 % de l'attribution par habitant perçue l'année précédente (sauf ceux ayant changé de catégorie au 1er janvier 2019 et les communautés de communes créées ex nihilo au 1erjanvier 2017).
Lors d'un changement de catégorie, ou d'une fusion, l'EPCI perçoit, les deux premières années d'attribution, une attribution par habitant au moins égale à celle perçue l'année précédente.
Lors d'une création ex nihilo, l'EPCI perçoit, la première année, une attribution calculée dans les conditions de droit commun et, la deuxième année, une attribution par habitant au moins égale à celle perçue l'année précédente.

Calcul du CIF pris en compte dans la dotation d'intercommunalité et intégration progressive des redevances d'assainissement et d'eau potable
Les modalités de calcul du coefficient d'intégration fiscale des communautés de communes seront modifiées et intégreront :
- à compter du 1er janvier 2020 : les redevances d'assainissement (alignement sur le calcul du CIF des communautés d'agglomération, des communautés urbaines et des métropoles) ;
- à compter du 1er janvier 2026 : les redevances d'eau potable.

Par ailleurs, le texte apporte des précisions quant à la comptabilisation des attributions de compensation négatives qui ne seront plus prises en compte au dénominateur.
Le CIF des métropoles est pondéré par un coefficient égal à 1,1 afin de tenir compte des compétences départementales qu'elles exercent (leur CIF est ainsi augmenté de 10 %).
À compter de 2019, le CIF pris en compte dans le calcul de la dotation d'intercommunalité ne peut pas être supérieur à 0,6.
Au titre de la première année d'attribution de la dotation dans une catégorie, le CIF est égal au CIF moyen de la catégorie à laquelle il appartient, sauf en cas de fusion, le CIF retenu est le CIF de l'EPCI qui lui préexistait. Si plusieurs EPCI préexistaient, le CIF à retenir est le CIF le plus élevé parmi ces établissements, dans la limite de 105 % de la moyenne des CIF, pondérés par leur population.
Au titre de la deuxième année d'attribution de la dotation dans la même catégorie, le CIF non corrigé des dépenses de transfert est pondéré par le rapport entre le CIF moyen de la catégorie à laquelle l'EPCI appartient et ce CIF moyen, non corrigé des dépenses de transfert.
Pour les CC à fiscalité additionnelle (comme c'est déjà le cas pour les CC à FPU et les CA), la DSC sera désormais prise en compte à hauteur de 50 % dans leur CIF.
Pour le calcul du CIF moyen des métropoles et des CU, les recettes et les dépenses de transfert de la métropole du Grand Paris ne sont pas prises en compte.

Garantie sous condition de CIF
Les communautés de communes (CC) ayant un coefficient d'intégration fiscale (CIF) supérieur à 0,50 percevront une dotation par habitant au moins égale à celle perçue l'année précédente. Pour les communautés d'agglomération et les communautés urbaines et métropoles, cette condition de CIF est fixée à 0,35.

Garantie sous condition de PF

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

Lorsque l'EPCI a un potentiel fiscal par habitant inférieur d'au moins 60 % à la moyenne de sa catégorie, il perçoit une attribution par habitant au moins égale à celle perçue l'année précédente.
Le prélèvement sur la fiscalité des EPCI prévu dans le cadre de la répartition de la contribution au redressement des finances publiques (CRFP) est reconduit chaque année et, en cas de changement de périmètre de l'EPCI dont les recettes fiscales sont minorées à ce titre, le prélèvement est recalculé au prorata de la population des communes du nouvel EPCI.

- **Péréquation**

Art. 250 : Poursuite de la montée en charge de la péréquation verticale (DSU/DSR)
La dotation de solidarité urbaine (DSU) et la dotation de solidarité rurale (DSR) augmentent chacune de 90 millions d'euros.
L'augmentation de la péréquation du bloc communal à hauteur de 180 millions d'euros est financée, comme l'an dernier, intégralement au sein de la DGF des communes et EPCI (les années précédentes, la hausse de la péréquation verticale du bloc communal était financée à parité par une minoration des variables d'ajustement et, au sein de la DGF).

Art. 253 : Hausse du plafond de contribution au FPIC (+ FSRIF le cas échéant) à 14 % des recettes fiscales et quasi-fiscales
Le prélèvement au titre du FPIC (majoré le cas échéant du prélèvement FSRIF de l'année précédente) ne peut excéder 14 % des ressources fiscales agrégées (ressources fiscales, FNGIR et dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle, et composantes de la DGF) perçues au cours de l'année de répartition (contre 13,5 % auparavant).

- **Fiscalité**

La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives foncières

S'agissant de l'actualisation forfaitaire des bases d'imposition, l'article 99 de la loi de finance 2017 l'a désormais définie comme étant le taux d'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé entre novembre n-1 et novembre n. Compte tenu des indices, **l'actualisation forfaitaire est de 2.16%.**

Art. 15 : Maintien en 2018 de l'exonération totale de TH pour les personnes de condition modeste concernées par le mécanisme de sortie en sifflet
Les contribuables qui devaient bénéficier en 2018 d'un dégrèvement total de leur TH seront exonérés de TH et corrélativement de contribution à l'audiovisuel public (CAP). De même ceux qui devaient bénéficier en 2018 d'un abattement sur leur TH au titre du mécanisme de sortie en sifflet seront également exonérés totalement de TH et de CAP.

Art. 23 : Définition des dépenses pouvant être financées par la TEOM et encouragement à la mise en place de la part incitative
Favoriser le déploiement de la part incitative
• La 1ère année de la mise en place de la part incitative (TEOMI), le produit de TEOM (parts fixe et incitative) peut excéder au maximum de 10 % le produit de l'année précédente (pour permettre la prise en compte du surcoût lié à sa mise en place)
• Pendant les 5 ans qui suivent l'instauration de la TEOMI, passage des frais de gestion de 8 % à 3 % (pour les impositions établies à compter de 2019).

Élargir l'assiette des dépenses prises en charge pour le calcul de la TEOM
En plus des dépenses réelles de fonctionnement :

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

• Élargissement aux dépenses engagées pour la définition et les évaluations des programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés.
• Élargissement aux dotations d'amortissement ou aux dépenses d'investissement (au choix de la collectivité).

Mettre à la charge des collectivités les dégrèvements faisant suite à la constatation par décision de justice de l'illégalité de la délibération fixant le taux de la taxe (pour les délibérations prises à compter du 1er janvier 2019).
Transmission aux collectivités dans un délai de deux mois (à compter de la notification du dégrèvement), d'informations relatives au dégrèvement (montant de la taxe dégrevée, de l'imposition contestée et référence du jugement à l'origine de la décision de dégrèvement)

Art. 24 : Renforcement de la composante de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux déchets stockés et incinérés
Afin de développer le recyclage des déchets (dont le coût, assumé par les collectivités, excède aujourd'hui celui du stockage ou de l'incinération), cet article augmente les tarifs de la TGAP (qui s'appliquent aux déchets stockés et incinérés). En parallèle le taux de TVA sur les activités de tri est abaissé (cf. article 190).

Art. 162 : Aménagement de la taxe de séjour (date de versement harmonisée pour les plateformes en ligne, renforcement des obligations déclaratives et des sanctions et mise en place d'un régime transitoire pour les communes n'ayant pas délibéré avant le 1er octobre 2018)
- Harmonisation des dates de versement de la taxe de séjour pour les plateformes électroniques. Alignement au 31 décembre de l'année de perception quel que soit le type d'hébergements (professionnels et non professionnels) pour lesquels la plateforme est intermédiaire.
- Renforcement des obligations déclaratives et des sanctions pour les collecteurs de la taxe (au réel et au forfait). La déclaration à la collectivité doit contenir pour chaque hébergement un certain nombre d'informations (nombre de personnes, de nuitées, date de perception, adresse, prix…). En cas d'absence ou d'inexactitude de la déclaration, une amende est prévue.
- En cas de procédure de taxation d'office de la taxe de séjour, les intérêts de retard sont désormais 0,2 % par mois, soit le taux de droit commun, contre 0,75 % auparavant.
- Mise en place d'une période transitoire pour l'adoption des tarifs : par dérogation, pour la taxe applicable au titre de 2019, les collectivités n'ayant pas pris de délibérations au 1er octobre 2018, peuvent délibérer jusqu'au 1er février 2019.

Art. 164 : Alignement de la date limite de vote de la taxe GEMAPI sur le droit commun des taxes locales (15 avril au lieu du 1er octobre)

Art. 190 : Passage au taux réduit de TVA de 5,5 % pour les activités de tri sélectif en 2021
Les prestations de collecte, de tri et de gestion des déchets sont soumises au taux réduit de TVA de 10 %. En vertu de cet article, à compter du 1er janvier 2021, les prestations spécifiques de collecte séparée, de collecte en déchetterie, de tri et de valorisation matière des déchets bénéficieront du taux de 5,5 % afin de favoriser le recyclage des déchets. En parallèle les tarifs de la TGAP sur les déchets stockés et incinérés sont augmentés (cf. article 24).

- **<u>Les mesures en matière de ressources humaines :</u>**

Fin du report des effets du PPCR
Les mesures devant entrer en vigueur en 2018 ont été repoussées en 2019, celles prévues en 2019 n'entreront en vigueur qu'en 2020. Au final, au titre de l'année qui vient, le protocole d'accord Parcours professionnels, carrières et rémunérations sera mis en œuvre en deux temps : au 1er janvier pour les reclassements des agents sur les grilles indiciaires modifiées ; au 1er février pour le passage

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

en catégorie A de certains cadres d'emplois de la filière sociale (assistants socio-éducatifs notamment).

Mise en œuvre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu

Initialement prévue au 1er janvier 2018, l'entrée en vigueur du prélèvement à la source introduit par l'article 60 de la loi de finances pour 2017 a fait l'objet d'un décalage d'un an, il s'applique donc pour la première fois au 1er janvier 2019.

Les mesures urgentes à caractère économique et sociale (loi n°1213 du 24 décembre 2018) présentées par le gouvernement à la fin de l'année 2018 (augmentation de prime d'activité de 100 euros, désocialisation des heures supplémentaires, versement d'une prime exceptionnelle de fin d'année…) sont sans incidence sur la rémunération des agents publics.

En revanche, d'autres mesures annoncées récemment viendront impacter les dépenses de personnel des collectivités, mais relativement marginalement (frais de mission avec la revalorisation de l'indemnité kilométrique et Compte épargne temps avec l'augmentation de la valeur du montant des jours épargnés). Il en va de même de la nouvelle hausse de la cotisation retraite des agents détachés de l'Etat dans la fonction publique territoriale.

B- Les contraintes du budget communautaire

Rappel : Les conditions de l'équilibre budgétaire

Les conditions de l'équilibre budgétaire sont fixées par des ratios. Trois d'entre eux semblent plus pertinents pour apprécier l'état de la communauté d'agglomération et servent de base à la notation des banquiers (attribution et conditions des prêts) :

a. l'épargne nette (ou capacité d'autofinancement, ou épargne disponible)
b. l'emprunt d'équilibre.
c. la capacité de désendettement

a - L'épargne nette est définie comme suit :

Recettes réelles de fonctionnement + Travaux en régie (article 722)

- dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêts de la dette)

_____

A = épargne de gestion

- annuité des intérêts

_____

B = épargne brute ou excédent de fonctionnement

- annuité en capital

_____

C = épargne nette (épargne disponible ou capacité d'autofinancement)

(Plus l'épargne nette est positive, plus la collectivité pourra autofinancer ses projets)

b- L'emprunt d'équilibre, quant à lui, se calcule ainsi :

Epargne nette (a)

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

+ Recettes propres d'investissement (FCTVA, subventions…)

- Dépenses d'investissement

_____

= Emprunt d'équilibre

(Plus l'emprunt d'équilibre est élevé, plus l'annuité augmente, donc l'épargne brute diminue et l'épargne nette devient insuffisante)

c- La capacité de désendettement

Ce ratio se mesure par le rapport entre l'épargne brute et l'encours de dette. Il indique le nombre d'années nécessaire à la collectivité pour se désendetter. Une collectivité qui a une capacité de désendettement supérieur à 15 ans est en situation critique.

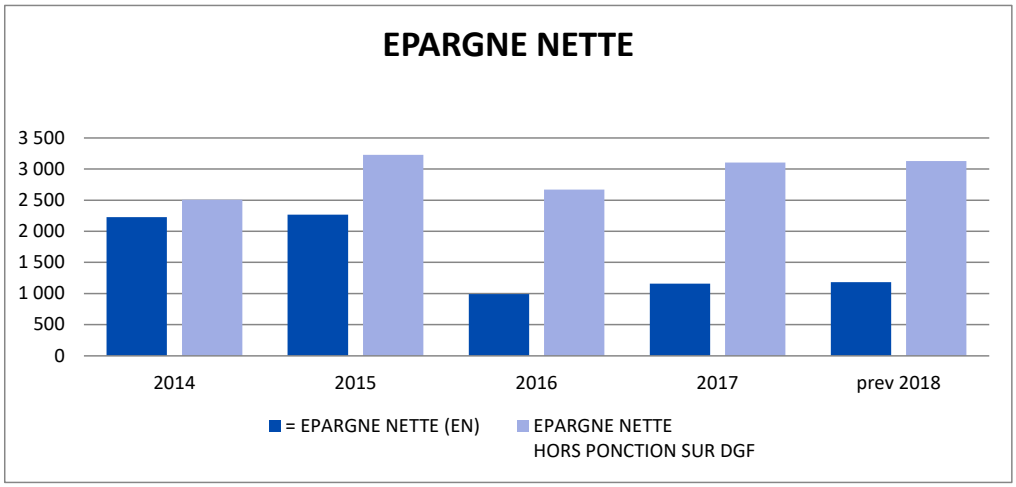
II - LES DONNEES « DYNAMIQUES » DU BUDGET

La synthèse des dernières orientations budgétaires mettait en évidence la difficulté à boucler les budgets futurs suite à la baisse de la DGF (ponction de 6.8M° depuis 2014).

A - Evolution rétrospective de l'épargne

K€	2014	2015	2016	2017	*DOB 2018*	prev 2018
Produits de fct. courant	31 778	30 901	31 397	32 245	*32 688*	33 279
- Charges de fct. courant	26 830	25 646	27 596	28 408	*29 715*	30 015
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	**4 948**	**5 255**	**3 800**	**3 838**	***2 972***	**3 264**
+ Solde exceptionnel large	**106**	**-198**	**-65**	**-31**	***-130***	**703**
= Produits exceptionnels larges*	215	44	66	92	*0*	819
- Charges exceptionnelles larges*	110	242	131	123	*130*	116
= EPARGNE DE GESTION (EG)	**5 054**	**5 057**	**3 736**	**3 807**	***2 842***	**3 966**
- Intérêts	934	881	846	797	*842*	799
= EPARGNE BRUTE (EB)	**4 120**	**4 175**	**2 889**	**3 010**	***2 000***	**3 168**
- Capital	1 895	1 908	1 900	1 851	*2 038*	1 985
= EPARGNE NETTE (EN)	**2 225**	**2 267**	**990**	**1 158**	***-38***	**1 183**

Cf détail en annexe



AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

Entre le DOB 2018 et la fin d'année, l'épargne nette initialement prévue à hauteur de -38k€ devrait s'établir à 1183k€ suite principalement à :

- Des rôles supplémentaires de fiscalité à hauteur de 328k€ ;
- La prise en compte des travaux en régie dans le calcul de l'épargne nette conformément au calcul utilisé par la CRC pour ses analyses (en 2018, les travaux en régie s'élève à 590k€)
- L'évolution de la DSC à hauteur de 53k€ supplémentaire suite à la baisse du FPIC du territoire ;
- Sur le chapitre 011, l'écart entre le DOB et le réalisé intègre notamment les hausses de carburant, des fluides avec des régularisations suite à des difficultés de facturation du nouveau marché (en partie compensée par des recettes au 773) et des denrées alimentaires (qui se compense par des recettes sur le chapitre 70 correspondant à l'activité nouvelle de la restauration universitaire à compter de septembre).
- Des charges de personnel facialement impactées des ajustements des services communs réalisées en juillet 2018 (une évolution qui se compense avec des recettes supplémentaires) mais qui globalement évoluent à la baisse de manière plus importante que la prévision;
- Le chapitre 65 retraçant principalement les participations aux structures annexes sont en baisse suite notamment, à une maitrise des charges et une meilleure rentrée de recettes sur les budgets de l'Office de Tourisme où la taxe de séjour a été plus élevée, du CIAS avec un montant de CEJ perçu plus important.

Ces éléments seront plus détaillés dans le rapport de présentation du compte administratif de 2018.

B - La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

Réalisation

En 2018, la dotation d'intercommunalité s'élevait à 2 355k€ avec une ponction de 1 944k€.
Cette dotation a été impactée à hauteur de 8 158€ sur le critère démographique mais a pu être maintenu une année encore à un niveau par habitant équivalent à celui de 2016 et 2017 avant ponction (soit 95.46€ par habitant) compte tenu du système de garantie appliquée. En effet, le Grand Cahors a pu bénéficier de la garantie qui maintient la dotation par habitant de N-1 dès lors que la dotation spontanée évolue. Cette dernière évolue en fonction du CIF et du potentiel fiscal du Grand Cahors par rapport à la moyenne de la strate.

La ponction au redressement des comptes publics (RCP) n'évolue plus conformément aux dispositions prises dans la loi de finances de 2018 mais reste figée à un niveau de 1 944k€ soit 43€ par habitant.

Réalisation					
K€	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**
Dotation de base	671	706	298	755	768
Dotation de péréquation	1977	2008	812	1982	2012
Dotation d'interco spontanée	**2648**	**2714**	**1111**	**2737**	**2779**
Garantie	2216	1884	3213	1580	1520
Dotation d'interco avant minorations	**4864**	**4598**	**4323**	**4317**	**4299**
Ponction RCP	-281	-962	-1680	-1945	-1944
Dotation d'intercommunalité	**4583**	**3636**	**2643**	**2373**	**2355**
Dotation de compensation	2708	2649	2598	2526	2473
DGF	**7291**	**6285**	**5241**	**4898**	**4828**
Compensations fiscales	381	396	354	391	408
DGF "large"	**7672**	**6681**	**5595**	**5289**	**5236**

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

	2014	2015	2016	2017	2018
dgf interco avant minoration / pop dgf	105,79 €	100,48 €	95,46 €	95,46 €	95,46 €
dgf interco apres minoration/pop dgf	99,68 €	79,45 €	58,37 €	52,46 €	52,29 €
ponction/pop dgf	- 6,11 €	- 21,03 €	- 37,09 €	- 43,00 €	- 43,17 €

Mise en perspective

En 2019, la ponction RCP devrait rester identique à celle de 2018 soit 1 944k€.

Suite à la réforme de la dotation d'intercommunalité, le Grand Cahors va bénéficier de la garantie sous condition de CIF nouvellement fixé à 0.35 pour les communautés d'agglomération. La collectivité est assurée d'avoir la dotation par habitant de n-1. Les données statistiques de l'Insee révèlent une augmentation de 91 habitants ce qui impactera directement le montant de dotation percue par l'agglomération.
Ainsi, la dotation d'intercommunalité estimée pour 2019 s'élèverait à 2 364k€.

Pour mémoire, l'évolution du CIF de la collectivité a été le suivant :

	2014	2015	2016	2017	*2018*
CIF	0,407341	0,421305	0,429496	0,443772	*0,480519*
CIF MOYEN STRATE	0,342177	0,328421	0,350250	0,352996	*0,346562*

Au regard des transferts déjà effectués, il devrait être de 0,48 en 2019.

C Le FPIC

En 2018, le territoire a vu une nouvelle fois le montant du FPIC diminuer compte tenu des principaux ratios calculés par rapport aux moyennes nationales. Le Grand Cahors s'approche du dernier rang éligible au reversement du FPIC (726 pour 750 en 2018).
Pour maintenir le pacte financier conclu en 2014 avec les communes, le Grand Cahors a dû augmenter le montant de DSC passant de 362k€ en 12017 à 416k€ en 2018.

FPIC TERRITOIRE- repartition libre = AUGMENTATION DSC					
K€	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**
solde FPIC du territoire	**734**	**973**	**1041**	**833**	**779**
Prélèvement	0	0	128	269	311
Reversement	734	973	1169	1102	1090
	Droit commu	Principe acté en 2015 /stabilité du reversement com			
repartition libre à partir de 2015	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**
communauté	299	0	0	0	0
communes	435	973	1041	833	779
dsc	761	222	154	362	416
solde cté	-462	-222	-154	-362	-416
communes	1196	1195	1195	1195	1195

La prospective actuelle prévoit pour les années 2019 et 2020 un montant identique de FPIC du territoire à celui de 2018. Si le territoire venait à sortir du dispositif, une garantie à 95% du montant de 2018 s'appliquerait.

Rappelons à nouveau que les principes actés pour les communes d'un montant de DSC et FPIC stabilisés à 2014 pour permettre à l'agglomération de bénéficier de la montée en puissance du FPIC

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

pour financer les investissements, devront être à nouveau réinterrogés au regard de l'évolution du FPIC du territoire, très différente de la prévision établie en 2014.

Comme pour les années passées, la prospective du FPIC est difficilement réalisable compte tenu des données sur lesquelles le calcul s'appuie (données de l'année N).
Il conviendra une nouvelle fois d'attendre la notification de la préfecture début juin pour connaître les impacts réels sur notre territoire et les arbitrages à prendre (nouvelle répartition ? Baisse, voire suppression de la DSC pour maintenir l'équilibre sur le budget de la communauté ?….)

D -Les recettes fiscales de la communauté

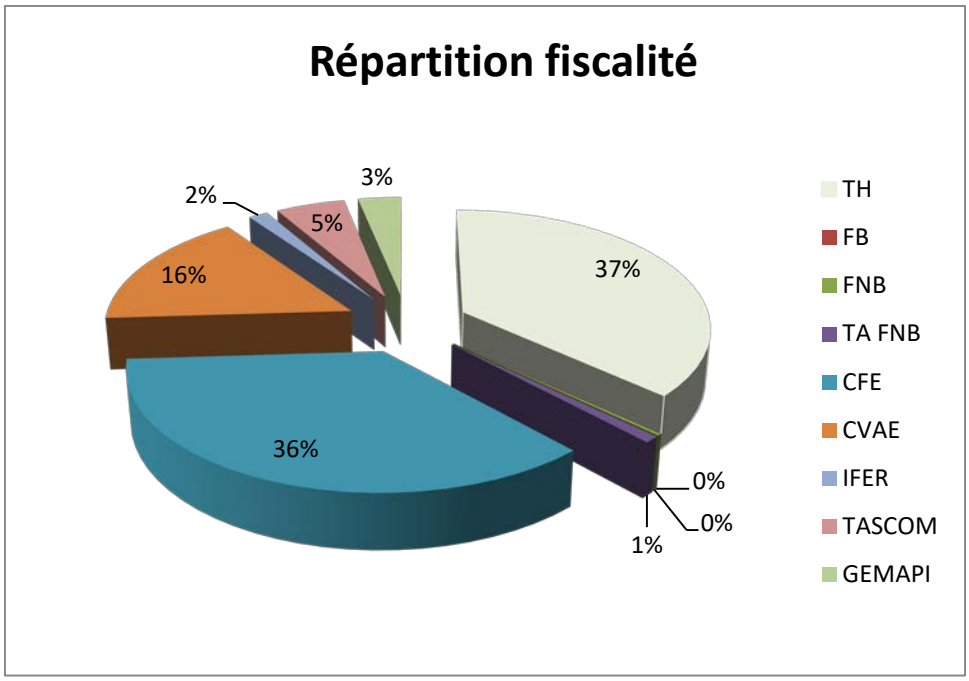
En 2018, le produit de fiscalité a évolué de 3.34% Cette évolution résulte de la perception de rôles supplémentaires, de l'évolution des bases règlementaires (+1.24%) et du produit de la taxe Gemapi.

Le décalage entre les bases prévisionnelles notifié lors du budget (états 1259) et les montants réellement perçus (états 1386RC) ainsi que les rôles supplémentaires connus fin d'année, rend la prospective plus complexe.

	2 017				2018			
	Bases	Taux	notifié 1259	percu infos 1386 RC	Bases	Taux	notifié 1259	infos 1386 RC
TH	59 056 000	8,08%	4 771 725	4 697 086	59 213 000	8,08%	4 784 410	4 851 980
FB	49 221 910			-	50 825 000		0	-
FNB	464 800	7,49%	34 814	34 794	466 700	7,49%	34 956	34 582
TA FNB			127 924	128 125			124 329	117 495
CFE	14 480 000	32,78%	4 746 544	4 757 135	14 425 000	32,78%	4 728 108	4 745 542
CVAE			1 979 690	1 982 419			2 120 760	2 123 575
IFER			183 463	211 116			213 234	189 967
TASCOM			597 852	772 152			668 248	682 188
GEMAPI							425 000	425 000
TOTAL			12 442 011	12 582 827			13 099 045	13 170 329
Role sup			50 000	492 972			50 000	328 287
Total perçu			**12 492 011**	**13 075 799**			**13 149 045**	**13 498 616**
prelevement GIR			421 097	421 097			421 097	421 097
TOTAL apres fngir			**12 070 914**	**12 654 702**			**12 727 948**	**13 077 519**

Répartition de la fiscalité 2018 par type d'impôt

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019



Mise en perspective 2019 :

Les bases de TH, TF et CFE seront revalorisées à hauteur de 2.16%.

Le montant de CVAE est quant à lui estimé par la DGFIP pour 2019 à 2 072 753€ (évolution de – 2.39%). Il est équivalent au produit collecté par l'Etat en 2018 et ne représente qu'une évaluation ne tenant pas compte des changements de situation intervenant au 1er janvier et des régularisations au cours du dernier trimestre (le montant de CVAE définitif sera connu en mars).

Par ailleurs, la taxe Gemapi dont le produit a été fixé par délibération du 20 septembre 2018, s'élèvera pour 2019 à 424 191€.

La fiscalité estimée à ce jour dans la prospective devrait s'établir à 12 964k€ (dont 50 000€ de prévision de rôle supplémentaire).

Comparatif Taux intercommunalités 2018

	2017				2018			
		Taux interco 2017				Taux interco 2018		
Communes	**Pop**	**TH**	**TFB**	**CFE (tmp)**	**Pop**	**TH**	**TFB**	**CFE (tmp)**
CAHORS	20 764	8,08	0,00	32,78	20 390	8,08	0,00	32,78
Auch	23 247	13,46	0,11	38,79	23 139	13,46	0,11	38,79
Villeneuve sur Lot	24 481	11,90	1,89	29,99	23 535	11,90	1,89	29,99
Rodez	25 690	7,46	0,00	30,75	25 956	7,46	0,00	30,75
Agen	35 465	9,70	0,00	28,80	34 956	9,70	0,00	28,80
Castres	43 273	9,82	0,00	34,99	43 023	9,82	0,00	34,99
Brive	48 110	7,06	0,00	31,72	48 666	7,06	0,00	31,72
Albi	51 567	10,54	0,00	37,51	51 656	10,54	0,00	37,51
Montauban	59 630	11,32	3,47	33,32	61 452	11,32	3,47	33,32

Surligné en orange, taux supérieur à notre territoire

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

En 2018, sur les 222 communautés d'agglomération de France, 70% ont institué une taxe sur le foncier bati avec un taux moyen de 2.33% (en 2015, seulement 45% l'avait institué).

E- La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

De 2015 à 2017, le service collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés a été suivi comptablement dans un budget annexe, d'une part pour avoir un suivi analytique plus poussé et d'autre part pour limiter la ponction DGF. Depuis 2018, le budget a été de nouveau intégré en service analytique du budget principal avec les différents postes de dépenses bien identifiés suite au travail effectué sur ce service en tant que budget annexe.

L'intégralité des dépenses de fonctionnement et d'investissement est financée par la TEOM et la redevance spéciale.

En 2018, le montant de TEOM perçu sur le territoire s'est élevé à 6 224 127€.

TEOM	2018-Etat 1259 previsionnel			2018-perçu		
Urbain	35 300 191	12,87%	4 543 135	35 372 765	12,87%	4 552 475
Rural	16 176 123	10,23%	1 654 817	16 340 690	10,23%	1 671 653
total			**6 197 952**			**6 224 127**

Mise en perspective 2019

Le budget 2019 du service sera fortement impacté par l'évolution des tarifs du SYDED :

- L'augmentation des tarifs du SYDED est de +4€HT par habitant pour les déchetteries (passant de 23 à 27€HT/hab/an), soit + 190 000€ TTC. Cela s'explique en partie par la hausse du coût du gasoil, mais surtout par l'effondrement des cours de rachat des matières recyclées. En effet, en 2018, la Chine a fermé ses frontières à l'importation de 24 types de déchets recyclés (papier, plastique, textile, etc…). Le stock ne s'écoulant plus, les cours des matières ont chuté.
- L'augmentation sur le traitement des ordures ménagères est de +7€ HT par tonne (passant de 133 à 140€ HT/tonne), soit + 85 000€TTC. La hausse du gasoil explique cette augmentation (trajet hors département pour traiter les déchets). Cette augmentation ne résulte pas de la hausse de la TGAP. Pour rappel, une hausse de TGAP de +12€/tonne est prévue en 2021, puis une seconde hausse de +12€ supplémentaire en 2025. Ceci pour nous inciter à trouver des solutions pour réduire les déchets enfouis, et ainsi respecter l'objectif de -50% de déchets enfouis en 2025.

Dans cette perspective, la collectivité poursuivra les études sur la mise en œuvre d'une tarification incitative (un budget en investissement est proposé à ce titre).

Pour financer le service, la prévision de TEOM tiendra compte de l'évolution des bases à hauteur de 2.16% et s'élèverait à 6 358 568€. Le montant de redevance spéciale devra faire l'objet d'un ajustement pour tenir compte de l'évolution des coûts (charges de personnel, fluides, traitement des déchets…).

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

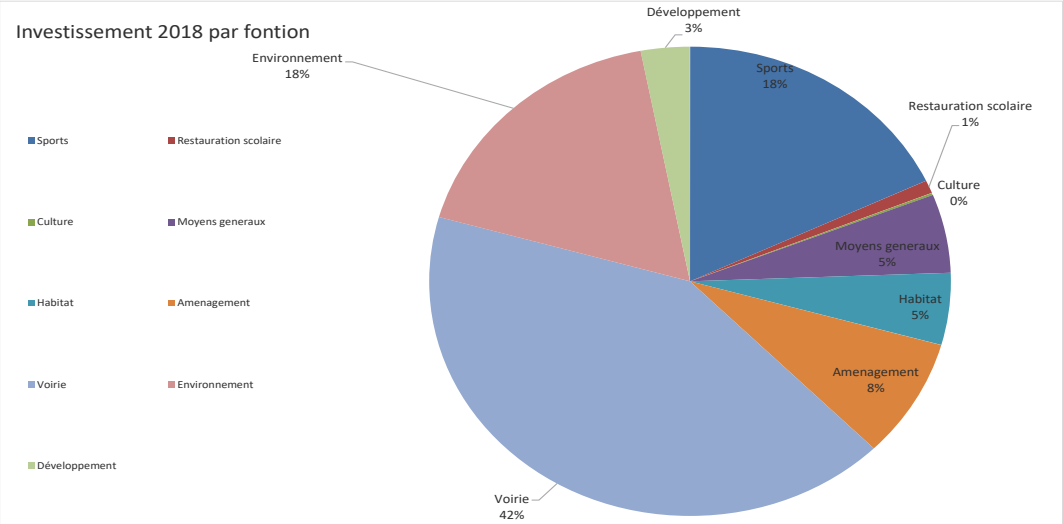
F – L'investissement réalisé en 2018

Le DOB 2018 indiquait un montant de 8.16M°€ avec un reste à charge de 5.9M°€ et un objectif de limiter ces montants d'investissements compte tenu des contraintes financières de la collectivité.

Le montant des investissements réalisés en 2018 a été de 7.217M°€ avec un montant des restes à réaliser sur l'exercice 2019 qui devrait s'élever à 917 000€ en dépenses.

K€	2014	2015	2016	2017	DOB 2018	2018
Dépenses d'inv hors annuité en capital	**8 869**	**5 773**	**10 003**	**8 304**	**8 160**	**7 217**
Subventions yc DETR	2 295	773	1 894	2 381	1 240	1 044
Ressources propres d'inv. (RPI)	1 883	1 052	1 580	1 578	940	867
Opérations pour compte de tiers (Rec)	55	0	458	514	0	0
Reste à charge en investissement	4 636	3 948	6 071	3 831	5 980	5 306
EPARGNE NETTE	**2 225**	**2 267**	**990**	**1 158**	**-38**	**1 183**
Emprunt	1 667	2 000	4 400	3 500	4 500	3 000
Variation de l'excédent global	-743	318	-681	828	-1 518	-1 123
Excédent Global de Clôture (EGC)	**2 811**	**3 129**	**2 448**	**3 275**	**1 450**	**2 152**
Encours au 31.12	23 886	23 979	26 478	28 627	31 302	29 642
Epargne brute	4 120	4 175	2 889	3 010	2 000	3 168
ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE	**5,8**	**5,7**	**9,2**	**9,5**	**15,7**	**9,4**

Classification de l'investissement par fonction :



Sur la période 2014-2018, le montant investi par le Grand Cahors s'est établi à 36.8M°€ avec un taux de subventionnement global de 24.57%.

Budget principal avec OM	2014	2015	2016	2017	2018	**2014-2018**
Dépenses Investissements hors cpte tiers/travaux régie	8 415 060,27 €	5 032 771,04 €	9 545 374,42 €	7 444 727,26 €	6 417 254,11 €	**36 855 187,10 €**
Subventions	2 676 696,90 €	785 368,15 €	1 974 101,36 €	2 376 703,25 €	1 243 716,00 €	**9 056 585,66 €**
						24,57%

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

Rappel des objectifs du DOB 2018 et état des lieux

Le budget 2018 devrait répondre aux actions suivantes :

- Satisfaire à l'obligation de prise de compétence relative à la Gemapi : réalisé

- Réintégrer le budget OM dans le budget principal : réalisé

- Réduire le volume d'investissement pour limiter l'appel à l'emprunt et ne pas dégrader de manière plus importante notre capacité de désendettement : réalisé. L'emprunt a été limité à 3M° d'€ en 2018 contre les 4.5M° prévus au ROB compte tenu de l'épargne nette dégagée sur l'exercice 2018 et du besoin de financement de l'investissement limité à 5.3M°€ au lieu de 5.9M°€.

-Se questionner sur la répartition dérogatoire du FPIC : compte tenu de sa trajectoire (écart de 700k€), l'agglomération peut-elle maintenir le pacte de stabilité FPIC + DSC 2014 aux communes ? Le choix a été fait de maintenir le pacte avec les communes et ce malgré la baisse du FPIC ce qui a induit une augmentation de la DSC de 50k€ pour le Grand Cahors : Réflexion à engager

- Continuer la maitrise des charges de fonctionnement : réalisé sur 2018, à poursuivre sur 2019

- Améliorer notre C I F pour réduire la baisse de la DGF (48 % en 2018) – impact de la réforme de la dotation intercommunalité à prendre en compte à partir de 2019

-Régler les déficits de fonctionnement du parc des expositions, de Blanchard … A poursuivre

Ces actions ont contribué à obtenir une épargne nette estimée à 1.183M° € en 2018 pour une projection au ROB 2018 de -38k€.

G – L'encours de dette (cf détail en annexe)

En 2018, compte tenu des dépenses d'investissement, du FCTVA et des subventions encaissées, l'emprunt a été réalisé à hauteur de 3 M°€ sur le budget principal :

- 0.9 M°€ déblocage du solde de l'emprunt pour la voirie auprès du Crédit Agricole (taux fixe de 1,54% sur 20 ans).
- 1,3M € déblocage de l'emprunt pour la voirie auprès de la Banque Postale (taux fixe de 1,38% sur 15 ans)
- 0.8 M€ déblocage partiel de l'emprunt pour le programme de rénovation des bâtiments 2018 auprès de la Société Générale (taux fixe de 1,71% sur 20 ans)

Au 31/12/2018, l'analyse des **encours de la dette du budget principal (après réintégration des OM)**, fait ressortir les éléments suivants :

- l'encours de la dette au budget principal au 31/12/2018 s'élève à 29 321 127,97€ et 321 733.39 € (conversion franc suisse à ce jour) soit un montant consolidé de 29 642 861,36 € correspondant à un montant de 655 € par habitant ;
- la capacité de désendettement fin 2018 s'établit à 9,4 ans. Elle maintient le Grand Cahors dans la zone verte. Le seuil de vigilance (zone orange) se situe à 10 ans et le seuil d'alerte (zone rouge) à 15 ans.

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

H- Orientations relatives aux dépenses de personnel

Réalisation 2018

Budget	CA 2016	CA 2017	pre ca 2018
SPANC	155 496 €	127 793 €	112 494 €
TRANSPORT	45 948 €	37 857 €	41 869 €
Om (reintégré courant 2018 au ppal)	1 766 589 €	1 796 600 €	433 992 €
PRINCIPAL (hors élus compte 65)	10 576 523 €	11 127 539 €	12 760 997 €
PRINCIPAL - assurance	- €	- €	103 366 €
PRINCIPAL - visite médicale	15 314 €	21 181 €	24 413 €
MAD (article 6218)	359 076,75 €	354 622 €	656 642 €
consolide ppal + om	**12 717 502 €**	**13 299 942 €**	**13 979 410 €**
TOTAL tous budgets	**12 918 946 €**	**13 465 592 €**	**14 133 773 €**
Transfert (sce commun 2013 et 2015 +2018) via AC	1 633 255 €	1 674 898 €	1 781 171 €
Transfert Docks (via AC)	186 318 €	186 318 €	186 318 €
TOTAL hors transferts financés par AC et hors assurance	**11 099 373 €**	**11 604 376 €**	**12 062 918 €**
RECETTES	CA 2016	CA 2017	pre ca 2018
remb sur rem (chap013) budget ppal	81 062 €	96 471 €	191 088 €
remb sur rem (chap013) budget om/transport/spanc	60 199 €	54 500 €	37 590 €
MAD PERSO BUDGET PPAL	786 637,31 €	887 183,18 €	1 363 813,38 €
70841	58 214,23 €	59 397,44 €	42 299 €
70845	384 192,81 €	408 614,32 €	816 810 €
70848	344 230,27 €	419 171,42 €	504 704 €
MAD PERSO BUDGET OM	41 403,28 €	56 021,89 €	
TOTAL MAD	**828 041 €**	**943 205 €**	**1 363 813 €**
TOTAL RECETTES	**969 302 €**	**1 094 176 €**	**1 592 491 €**
TOTAL hors transferts financés par AC et atténuation des recettes	**10 130 072 €**	**10 510 200 €**	**10 470 427 €**

Entre 2017 et 2018, les dépenses de personnel, après neutralisation des évolutions de périmètre et des refacturations des services mutualisés, ont diminué de 0.2%, preuve des efforts de gestion effectués.

Cette trajectoire particulièrement maîtrisée des dépenses de personnel tient compte comme indiqué dans le rapport de présentation du budget 2018 de plusieurs éléments marquants :

- Poursuite de l'intégration des services entre la Ville de Cahors et le Grand Cahors avec la constitution de nouveaux services communs (direction des grands projets…) ;
- Valorisation de l'effort de mutualisation avec les structures annexes (Cahors Sud…) ;
- Evolution du périmètre d'intervention de la communauté d'agglomération (prise de la compétence de la restauration universitaire) ;
- Maitrise des mouvements de personnel (DGST, remplacement des départs au cas par cas…) ;
- GVT contenu à 1 % ;
- Intégration des décisions nationales (application du jour de carence sur les congés de maladie ordinaire, réforme du temps partiel thérapeutique…) ;

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

Evolution des effectifs

EVOLUTION DES EFFECTIFS PERMANENTS GRAND CAHORS

ANNEE	EFFECTIFS REMUNERES AU 31/12	EFFECTIFS LIES AUX MUTUALISATIONS ET PRISES DE COMPETENCE	EFFECTIFS HORS MUTUALISATIONS ET PRISES DE COMPETENCE
2013	282	2	280
2014	298	8	288
2015	316	26	280
2016	327	2	289
2017	324	1	285
2018	336	3	294

En 2018, poursuite des mises à dispositions de services (MADS) de la Ville vers la CAGC et création de nouveaux services communs (développement institutionnel, service foncier, prospective, grands projets, SIG…).
L'évaluation du schéma de mutualisation sera réalisée ultérieurement.

Les grandes orientations en matière de politique de ressources humaines

En termes de RH, les actions seront conduites en 2019 au Grand Cahors comme à la Ville de Cahors dans le cadre de politiques totalement communes et harmonisées et, encore cette année, dans un contexte financier contraint.

Elles porteront en premier lieu sur la stabilisation des organisations établies depuis trois ans, afin de permettre aux services de parvenir à leur rythme de croisière. Les dernières réorganisations de service ont été achevées en 2018. L'année 2019 sera donc celle de la capitalisation, en-dehors de quelques ajustements mineurs qui pourront être réalisés dans certains services. Dans ce type de cas, la motivation des évolutions est notamment de parvenir au terme du processus de mutualisation quand il n'a pas encore été tout à fait atteint. Les demandes de remplacement sur poste devenu vacant suite à mutation ou départ en retraite (plusieurs cadres feront valoir leurs droits en 2019) seront, comme c'est le cas depuis plusieurs années, étudiées au cas par cas et trouveront suite favorable selon l'argumentaire présenté.
Au cœur des actions majeures conduites en 2019, figurera la mise en œuvre de la nouvelle architecture du régime indemnitaire (RIFSEEP) valorisant les responsabilités exercées. Le premier volet du dispositif (IFSE ou Indemnité fondée sur les fonctions, les sujétions et l'expertise) se concrétisera au cours du premier semestre de cette année.

En second lieu, dans la continuité de ce qui précède, il s'agira de porter l'attention sur des actions concourant à la qualité de vie au travail des agents municipaux et communautaires, au travers par exemple d'une meilleure connaissance et maîtrise des risques professionnels, d'une formalisation des conditions de mobilité interne, ou encore d'une amélioration de l'information à l'attention des personnels.
La formation professionnelle continuera à être mise à profit pour accompagner les transformations des organisations et des méthodes de travail et pour conforter les agents dans l'exercice de leurs missions en toute sécurité.

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

Enfin, l'année 2019 sera, comme l'an dernier, l'occasion de mettre au cœur des problématiques RH tant les managers, qui sont des acteurs incontournables dans cette matière et dans les transformations qu'elle connaît depuis quelques années, que les partenaires sociaux ; le dialogue social sera donc sollicité sur plusieurs sujets de gestion de personnel dans un format renouvelé suite aux élections professionnelles de décembre 2018 qui se sont traduites par l'arrivée de nombreux représentants élus pour la première fois.

I - EVOLUTION DE NOTRE CAPACITE A INVESTIR

1 – Prospective d'épargne

La prospective de l'épargne nette tient compte de :

- l'évolution des recettes expliquées ci-dessus ;
- l'évolution naturelle des charges de personnel estimée à 2.5% de N-1 en l'absence de nouvelles économies, et intégrera les variations de périmètres (Commerce, PRE) ainsi que l'ajustement pour les mouvements de personnel en cours d'année,
- l'évolution des charges à caractère général (chapitre 011) estimée à 1% de N-1 et intégrera la reprise au budget principal des actions pour le PRE (programme de réussite éducative auparavant porté par le CIAS) dont le reste à charge est de 40k€ ;

Prospective consolidée : Budget principal + OM						projection
K€	2014	2015	2016	2017	prev 2018	2019
Produits de fct. courant	31 778	30 901	31 397	32 245	33 279	33 442
- Charges de fct. courant	26 830	25 646	27 596	28 408	30 015	31 042
= EXCEDENT BRUT COURANT (EBC)	**4 948**	**5 255**	**3 800**	**3 838**	**3 264**	**2 400**
+ Solde exceptionnel large	**106**	**-198**	**-65**	**-31**	**703**	**530**
= Produits exceptionnels larges*	215	44	66	92	819	630
- Charges exceptionnelles larges*	110	242	131	123	116	100
= EPARGNE DE GESTION (EG)	**5 054**	**5 057**	**3 736**	**3 807**	**3 966**	**2 930**
- Intérêts	934	881	846	797	799	857
= EPARGNE BRUTE (EB)	**4 120**	**4 175**	**2 889**	**3 010**	**3 168**	**2 073**
- Capital	1 895	1 908	1 900	1 851	1 985	2 125
= EPARGNE NETTE (EN)	**2 225**	**2 267**	**990**	**1 158**	**1 183**	**-52**

2- Financement de l'investissement

Selon le plan pluriannuel d'investissement en annexe, le financement de l'investissement indiquerait un emprunt d'équilibre de 2019 à hauteur de 5M°€.

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

K€	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses d'inv hors annuité en capital	**8 869**	**5 773**	**10 003**	**8 304**	**7 217**	**11 380**
Subventions yc DETR	2 295	773	1 894	2 381	1 044	3 593
Ressources propres d'inv. (RPI)	1 883	1 052	1 580	1 578	867	1 490
Opérations pour compte de tiers (Rec)	55	0	458	514	0	0
Reste à charge en investissement	4 636	3 948	6 071	3 831	5 306	6 297
EPARGNE NETTE	**2 225**	**2 267**	**990**	**1 158**	**1 183**	**-52**
Emprunt	1 667	2 000	4 400	3 500	3 000	5 000
Variation de l'excédent global	-743	318	-681	828	-1 123	-1 349
Excédent Global de Clôture (EGC)	**2 811**	**3 129**	**2 448**	**3 275**	**2 152**	**803**
Encours au 31.12	23 886	23 979	26 478	28 627	29 642	32 517
Epargne brute	4 120	4 175	2 889	3 010	3 168	2 073
ENCOURS au 31/12 / EPARGNE BRUTE	**5,8**	**5,7**	**9,2**	**9,5**	**9,4**	**15,7**

Voir détail des investissements en annexe.

Comme indiqué dans les orientations budgétaires antérieures, la collectivité devra, de nouveau se mettre en capacité d'augmenter son épargne nette en augmentant ses recettes de fonctionnement et /ou en diminuant ses charges de fonctionnement avec un objectif de 500k€ d'épargne nette minimum pour ne pas dégrader ses ratios et notamment sa capacité de désendettement qui doit rester inférieure à 12 ans. Des choix devront également être effectués sur la programmation des investissements pour limiter l'emprunt à réaliser.

IV - LES BUDGETS ET STRUCTURES ANNEXES

A. Les budgets annexes

1. Service public d'assainissement non collectif (SPANC)

En 2018, la subvention du budget principal versée au budget annexe s'élève à 25 147.08€**.** En 2019, la prévision de la subvention d'équilibre devra tenir compte de la baisse des aides de l'agence de l'eau, de la fin du contrat aidé et donc des aides associées, et de l'évolution des charges de personnel (gvt).

2. Transports collectifs

Ce budget comprend les dépenses et les recettes liées au transport urbain. Le contrat de délégation de service public court du 1er juillet 2013 au 30 juin 2019. Le Grand Cahors finance également les compensations tarifaires à la Région et au Département dès lors qu'un Grand Cadurcien emprunte les lignes interdépartementales ou interurbaines, organisées respectivement par la Région Occitanie et le Département du Lot (jusqu'au 01/01/17, puisque depuis cette date, par application de la loi NOTRe, la Région est autorité organisatrice de 1er rang pour ces 2 types de transports collectifs).

Ce budget est financé par le Versement Transport (VT) et une subvention d'équilibre.

Depuis le 1er juillet 2016, le taux du VT est de 0.60%. Cette taxe est assise sur la masse salariale de l'année N des entreprises et de ce fait, des fluctuations peuvent apparaître sans qu'il ne soit possible de les prévoir au moment du vote du budget primitif.

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

En 2018, le montant du VT s'est élevé à 1 814 429€ et la subvention d'équilibre du budget principal à 85137.99€.

En 2019, le nouveau contrat débutera à compter du 1er juillet 2019. Le VT sera budgétisé à la même hauteur que 2018 et la subvention devrait être supérieure pour tenir compte notamment des nouveaux amortissements.

3. Lotissement

Ce budget retrace les dépenses et recettes des lotissements de Boissières et de l'Orme du Payrat. Le plan de financement de ces 2 lotissements prévoyait un déficit à couvrir par le budget principal. Depuis 2012, une subvention est versée annuellement à hauteur de 70 000€ pour couvrir ces déficits et ce, jusqu'en 2021.

LOTISSEMENT	*Montant TTC*	*Montant HT*		*Recettes*	*TVA*	*A financer*
		L'ORME DU PAYRAT				
Déficit budget au 31/12/2018	*394 704,74 €*	*- €*		*- €*	*- €*	*394 705 €*
Solde opération	*- €*	*- €*	ventes potentielles	351 349 €	*- €*	-351 349 €
					Déficit résiduel L'orme du Payrat	**43 356 €**
		BOISSIERES				
Déficit budget au 31/12/2018	*72 053 €*	*- €*		*- €*	*- €*	*72 053 €*
Dette envers budget ppal	*72 325 €*	*72 325 €*		*- €*	*0 €*	*72 325 €*
Solde opération	*- €*	*- €*	ventes potentielles	73 600 €	*- €*	*- 73 600 €*
					Déficit résiduel Boissieres	***70 778 €***
					TOTAL LOTISSEMENT A FINANCER par subv du budget ppal	**114 134 €**

4. Zones d'aménagement

Ce budget retrace les dépenses et recettes des zones suivantes : Labéraudie à Cahors, Les Grand Camps à Mercuès, Les Matalines à Crayssac et Catus, la Zone des Serres à Pradines, la Zone des Masséries à St Géry-Vers.

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

ZONE AMENAGEMENT	Montant TTC	Montant HT		Recettes	TVA	solde (recettes - depenses)
		ZAC LABERAUDIE				
Resultat investissement 31/12/2018				268 285,50 €		268 285,50 €
Capital emprunt restant dû au 31/12/2018	667 601 €	667 601 €		- €	0 €	-667 601 €
Dette envers budget ppal				- €	0 €	0 €
Travaux			ventes potentielles	- €	0 €	0 €
					SOLDE LABERAUDIE -	399 315,11 €
		ZAC GRANDS CAMPS				
Resultat investissement 31/12/2018				- 28 982,91 €	-	28 982,91 €
Dette envers budget ppal	0 €	0 €		- €	0 €	0 €
Travaux			subventions	- €	0 €	0 €
			ventes potentielles	75 200 €		75 200 €
					SOLDE GRANDS CAMPS	46 217,09 €
		ZAC MATALINES				
Resultat investissement 31/12/2018				306 289,02 €		306 289,02 €
Travaux			ventes potentielles	309 760 €	0 €	309 760,20 €
					SOLDE MATALINES	616 049,22 €
		ZONE DES SERRES				
Resultat investissement						
TRAVAUX 2014 raccordement reseau public				- 571 856,57 €		-571 857 €
					SOLDE SERRES -	571 857 €
					TOTAL ZONE AMENAGEMENT A FINANCER -	308 905 €

Le budget 2019 prendra en compte l'acquisition des terrains de la zone des Masséries à St Géry-Vers et des ventes prévues sur les matalines et les grands camps à hauteur de 99 073€.

5. Immobilier d'entreprises

Ce budget n'intègre plus que la location à une entreprise d'un bâtiment à Regourd.

Le budget 2019 intègrera des travaux d'aménagement à réaliser sur les locaux rue Fréderic-Suisse mis à disposition auprès du Grand Cahors. Ils serviront de support à la création d'une pépinière d'entreprises urbaine et à un fab lab.

B. Participations aux Structures annexes

Le Grand Cahors a subventionné ces structures à hauteur de 2.1 M€ en 2018.

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

CIAS

	2014	2015	2016	2017	pre ca 2018
Montant subvention équilibre	488 606 €	472 000 €	525 104 €	545 700 €	486 961 €
Reversement sub -Programme réussite Educative			35 941 €	34 000 €	31 464 €
Total	488 606 €	472 000 €	561 045 €	579 700 €	518 425 €

EPIC TOURISME

	2014	2015	2016	2017	2018
Montant subvention équilibre	533 760 €	471 695 €	530 000 €	530 000 €	490 000 €
Reversement TS	*196 076 €*	*197 532 €*	*181 442 €*	*220 778 €*	238 118 €

EPIC REC

		2015	2016	2017	2018
Montant subvention équilibre		226 000 €	276 200 €	276 200 €	276 200 €
			dont CLECT fev 16		

SMOCS (participation 54.5%)

	2014	2015	2016	2017	2018
Montant participation	469 525 €	465 680 €	469 790 €	469 790 €	549 722 €

SMO CUC (participation 55%)

	2014	2015	2016	2017	2018
Montant participation	135 339 €	140 530 €	140 580 €	140 250 €	156 893 €

SCOT

	2014	2015	2016	2017	2018
Montant participation	79 014 €	79 014 €	79 014 €	63 211 €	54 271 €

PETR

		2015	2016	2017	2018
Montant de participations		- €	68 969 €	86 955 €	80 162 €

		2015	2016	2017	2018
Syndicat de la Rance et du Célé cotisation et participation invest		14 857 €	27 406 €	8 309 €	390,5
					120 435€ payé en investissement

Total des participations	**1 706 245 €**	**1 854 920 €**	**2 153 004 €**	**2 154 415 €**	**2 126 062 €**

Projection 2019

- Pour le SMOCS en phase d'aménagement de terrains, la participation de 2019 devrait être stable.
- Pour le SMOCUC, les travaux de réhabilitation étant finalisés, la participation intègrera l'annuité d'emprunt globale et de ce fait augmentera par rapport à 2018.
- Pour le SCOT, la participation diminuerait sensiblement passant de 1.20€ à 1.10€ par habitant.
- Les autres participations seront prévus à l'identique de la prévision de 2018.

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

V – SYNTHESE DU ROB 2019 DU GRAND CAHORS

Lors du ROB de 2019, nous avions prévenu de la difficulté à réaliser des prévisions budgétaires pluriannuelles. Le contexte politique général fait que les règles bougent constamment et les lois de finances évoluent et s'adaptent en conséquence. Nous l'avons constaté en 2018. Nous avions prévu une épargne nette à 0 € alors que nous réalisons 1.18 M° d'euros (et c'est tant mieux). Mais lorsque on analyse cette épargne nette, nous nous apercevons que sur 1.18 M° €, il faut déduire :

- la comptabilisation des travaux en régie qui s'inscrit en investissement **(600 000 €)**. Cette règle ne change rien en trésorerie (ce que l'on payait en fonctionnement, on le paye dorénavant en investissement mais qui bonifie l'épargne nette). En contrepartie, nous récupérons une partie de la TVA sur les fournitures.
- des rôles supplémentaires de fiscalité à hauteur de **328 000 €.** Ces rôles supplémentaires **sont aléatoires.** D'une année à l'autre, le montant des rôles a oscillé entre 39 000 € et 400 000 €.

Si on déduit les 900 000 € de gains exceptionnels et aléatoires de l'épargne nette 2018 estimé à 1.1M° €, cette dernière se situerait à **environ 280 000 €.** Si on compare ces 280 000 € par rapport aux 37 millions du budget 2018 nous nous apercevons que la prévision d'épargne nette 2018 **était juste à 0.75% près.**

L'exercice budgétaire de 2019 va s'inscrire de fait dans la continuité du ROB de 2018 et nous donne très peu de marges de manœuvres. **Pourtant l'objectif est ambitieux, *Il nous faut d'une part pour la 11eme année consécutive ne pas toucher à la fiscalité directe (TH, FB, FNB ...) et d'autre part terminer 2019 avec une épargne nette proche de 500 000 €.***
Nous constatons encore un fort investissement 2019 environ 11 millions d'euros, correspondant à un besoin net (subventions, tva …) **de 6 millions d'euros.** Ce fort investissement est dû aux projets déjà initiés et dont l'imputation comptable interviendra en 2019 mais également au parc immobilier vieillissant qui exige de plus en plus de travaux (réhabilitation piscine Croix de fer, remise en état complexe Ilbert, travaux Wilson, Ecole musique ….)

Nous devrons donc suivre les actions suivantes :

1 Mettre en place pour tout investissement nouveau une étude financière qui devra calculer le cout réel du projet, le cout supplémentaire engendré en fonctionnement, le montant à emprunter et surtout l'impact sur le PPI général. Tous ces éléments permettront l 'initialisation ou non du projet.

2 Poursuivre, au niveau des RH, le recours au dispositif d'appréciation mis en place pour évaluer l'impact des remplacements et des embauches de personnel sur l'épargne nette.

3 Limiter nos investissements à notre capacité financière.

4 Ne pas emprunter plus de 4 millions d'euros (qui, déjà, se traduiront par une dégradation de notre ratio de désendettement).

5 Continuer la maitrise de nos charges de fonctionnement.

6 Revoir à terme la répartition dérogatoire du FPIC en lien avec la révision du pacte financier.

7 Diminuer les versements aux structures annexes.

8 Exercer une veille juridique et financière permanente qui nous permettrait d'explorer toutes les pistes législatives ou fiscales permettant d'améliorer nos résultats.

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

ANNEXES

A - Rétrospective (budget principal et om)

K€	2014	2015	2016	2017	rob 2018	pre ca 2018
Produits fct courant (A)	**31 778**	**30 901**	**31 397**	**32 245**	**32 688**	**33 279**
Impôts et taxes	**19 553**	**19 522**	**20 673**	**21 391**	**21 764**	**22 006**
Contributions directes	12 374	12 590	12 522	13 079	13 357	13 512
Attribution de compensation reçue	788	734	1 833	1 904	1 904	1 969
TEOM	5 832	5 911	6 029	6 105	6 181	6 222
Attribution FPIC	299	0	0	0	0	0
Solde impôts et taxes	260	288	289	302	322	302
Dotations et participations	**8 200**	**7 111**	**5 996**	**5 800**	**5 814**	**5 783**
DGF	7 291	6 285	5 241	4 898	4 819	4 828
Compensations fiscales	381	396	354	391	375	408
Solde participations diverses	528	430	400	511	620	547
Autres produits de fonct. courant	**3 916**	**4 149**	**4 604**	**4 917**	**5 005**	**5 280**
Produits des services	3 766	4 016	4 487	4 774	4 806	5 173
Produits de gestion	151	134	117	144	199	107
Atténuations de charges	**108**	**118**	**124**	**137**	**105**	**210**
Produits exceptionnels larges (B)	**215**	**44**	**66**	**92**	**0**	**819**
Produits fonctionnement (C = A+B)	**31 993**	**30 945**	**31 463**	**32 338**	**32 688**	**34 098**
Charges fonctionnement courant (D)	**26 830**	**25 646**	**27 596**	**28 408**	**29 715**	**30 015**
Charges fct courant strictes	**23 850**	**23 772**	**26 802**	**27 405**	**28 712**	**29 004**
Charges à caractère général	9 154	8 481	8 129	8 165	8 676	8 984
Charges de personnel	10 827	11 124	12 718	13 300	13 746	13 979
Participations versées et gest° courante (yc imd élus)	3 869	4 167	5 955	5 940	6 290	6 040
Atténuations de produits	**2 980**	**1 874**	**795**	**1 003**	**1 003**	**1 011**
AC versée	1 643	1 231	218	218	218	173
DSC versée	856	223	155	364	364	417
Prélèvement FNGIR	421	421	421	421	421	421
Solde atténuations de produits	60	0	0	0	0	0
EXCEDENT BRUT COURANT (A-D)	**4 948**	**5 255**	**3 800**	**3 838**	**2 972**	**3 264**
Charges exceptionnelles larges (E)	**110**	**242**	**131**	**123**	**130**	**116**
Frais financiers divers	20	139	39	41	60	31
Charges exceptionnelles	90	103	92	83	70	85
Charges fonctionnement hs int. (F = D+E)	**26 939**	**25 889**	**27 727**	**28 531**	**29 845**	**30 131**
EPARGNE DE GESTION (C-F)	**5 054**	**5 057**	**3 736**	**3 807**	**2 842**	**3 966**
Intérêts (G)	934	881	846	797	842	799
Charges de fonctionnement (I = F+G)	**27 873**	**26 770**	**28 574**	**29 328**	**30 688**	**30 930**
EPARGNE BRUTE (J = C-I)	**4 120**	**4 175**	**2 889**	**3 010**	**2 000**	**3 168**
Capital (K)	1 895	1 908	1 900	1 851	2 038	1 985
EPARGNE NETTE (L = J-K)	**2 225**	**2 267**	**990**	**1 158**	**-38**	**1 183**

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

B- Détail des opérations d'investissements de 2018

		DEPENSES
N°op	LIBELLE OPERATIONS	realisé 2018
198	AMENAGEMENT ENTREE SUD	162 138
248	schéma de dév et tourisme	19 992
251	Etudes aménagement	54 471
161	PLAN RIVIERE	248 559
256	SIGNALISATION OENOTOURISTIQUE	2 080
247	PLUI 2016-2020	102 341
85	PLU	5 880
220	PLU MULTICOMMUNAL	8 320
254	EVOLUTION DOCUMENT D URBANISME	488
260	sudoe - batiment demonstrateur	213 810
204	LAC VERT	112 482
232	Plage Ptérosaures 2eme phase	18 970
246	LE CHAI	143 979
261	RANCE CELE	120 435
223 141 et	PROGRAMME VOIRIE	2 447 705
223.2	Trottoirs Cahors	271 249
4581	Travaux compte tiers-site remarquable	183 773
ho	PROGRAMME VOIRIE - travaux en régie	349 843
21	Parc auto - voirie	105 026
156	DIVERS TRAVAUX BATIMENTS	102 600
1563	ESPACE DES CONGRES travaux	10 505
240	fourriere animale	388 935
151	MATERIELS ET OUTILLAGES TECHNIQUES	23 380
234	Parc auto (tous services confondus hors OM et VOIRIE)	2 750
76	Acquisitions techniques OM	294 560
76-1	aire de lavage	48 967
77	Parc Véhicules OM	238 660
HO	Travaux en régie - conduite d'op°	239 724
257	Participations suite SCHEMA ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	14 334
238	Opah RU 2015-2020	227 933
217	PIG de lutte contre la précarité énérgétique	500
244	PLH ETUDE +LOGT PERS AGEES	8 890
2442	PLH ORIENTATION 2	34 500
263	MSAP CATUS/ST GERY	16 753
266	CARTE BLANCHE	71 933
152	REHABILITATION ILBERT	6 060
152	Complexe ilbert	15 726
1561	Complexe sportif Croix de Fer	162 930
1562	RENO ENERGETIQUE PETIT CABESSUT	373 043
262	COMPLEXE SPORTIF PRADINES	10 420
157	EQUIPEMENTS SPORTIFS (6 000€/an)	9 663
45	PISCINE ARCHIPEL	27 434
88	ESPACE DES CONGRES (materiels 3000e par an)	1 235
57	CUISINE CENTRALE -équipements	18 000
250	LEGUMERIE	44 489
155	FONDS DE CONCOURS versés aux communes	9 000
142	MEDIATHEQUE	7 264
25	ECOLE DE MUSIQUE/AUDITO (9400€ annuel)	3 041
35	MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	224 154
255	MOBILIER ET MATERIEL ADM	5 881
	TOTAL	7 214 804 €

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

C. Le Plan Pluriannuel d'investissement

	2 019				2 020				2 021			
	DEPENSES	RECETTES		Reste à charge	DEPENSES	RECETTES		Reste à charge	DEPENSES	RECETTES		Reste à charge
LIBELLE OPERATIONS	prev avec report	subv avec report	fctva		prev	subv	fctva		prev	subv	fctva	
AMENAGEMENT ENTREE SUD	330 000	171 200	-	**158 800**	310 000	100 000	50 852	**159 148**	3 900 000	2 600 000	744 742	**555 258**
schéma de dév et tourisme	26 864	29 449	-	**- 2 585**			0	**-**			0	**-**
AIDES A L IMMOBILIER	250 000	-	-	**250 000**	250 000		0	**250 000**	250 000		0	**250 000**
Réserves foncieres	20 000		-	**20 000**	50 000		0	**50 000**	50 000		0	**50 000**
Etudes aménagement	52 080	-	-	**52 080**			0	**-**	-		0	**-**
Etudes transfert eau et assainissement	132 000	55 000	-	**77 000**			0	**-**	-		0	**-**
SCHEMA DIRECTEUR ESPACES PUBLICS TERRE ROUGE	55 000	27 500	-	**27 500**	-	-	0	**-**	-		0	**-**
Voie Verte 1ere phase			-	**-**	160 000	40 000	26 246	**93 754**	700 000	160 000	114 828	**425 172**
PLAN RIVIERE	329 896	224 052	54 116	**51 728**	365 000	66000	59874,6	**239 125**	365 000	66000	59874,6	**239 125**
ITINERANCE ET LOISIRS DE PLEINE NATURE (chemins de randonnée)	55 120	15 000	9 042	**31 078**	115 000	60000	18 865	**36 135**	-		-	**-**
SIGNALISATION OENOTOURISTIQUE	68 800	-	-	**68 800**	-		-	**-**	-		-	**-**
PLUI 2016-2020	155 000	-	25 426	**129 574**	105 000		17 224	**87 776**	35 000		5 741	**29 259**
PLU	389	-	64	**325**			-	**-**			-	**-**
PLU MULTICOMMUNAL	23 039	-	3 779	**19 260**			-	**-**			-	**-**
EVOLUTION DOCUMENT D URBANISME	10 000	-	1 640	**8 360**	10 000	0	1 640	**8 360**	10 000		1 640	**8 360**
PCAET	25 000	-	-	**25 000**	25 000		0	**25 000**			0	**-**
sudoe - batiment demonstrateur	933 000	315 361	153 049	**464 590**	4 520	383 136	741	**- 379 357**	-		-	**-**
LAC VERT	40 000		6 562	**33 438**	25 000		4 101	**20 899**	25 000		4 101	**20 899**
Plage Ptérosaures 2eme phase	606 000	371 830	99 408	**134 762**	573 385	46 470	94 058	**432 857**	-		-	**-**
RANCE CELE	-	-	-	**-**	-		0	**-**	-		0	**-**
PROGRAMME VOIRIE	2 614 507	790 898	428 884	**1 394 726**	1 940 000		318 238	**1 621 762**	1 940 000		318 238	**1 621 762**
Trottoirs Cahors	440 751	384 770	71 476	**- 15 495**				**-**				
Travaux compte tiers-site remarquable	-	-	-	**-**			-	**-**			-	**-**
PROGRAMME VOIRIE - travaux en régie	400 000	-	32 808	**367 192**	380 000	0	31168	**348 832**	380 000		31168	**348 832**
Parc auto - voirie	425 710	-	69 833	**355 877**	250 000	0	41 010	**208 990**	250 000		41 010	**208 990**
construction atelier voirie aux Matalines	25 000		4 101	**20 899**	470 000		77 099	**392 901**	400 000		65 616	**334 384**
participation giratoire rocade	150 000		-	**150 000**	350 000		0	**350 000**	236 000		0	**236 000**
Voirie Grands camps	170 251		27 928	**142 323**	-		-	**-**			-	**-**
DIVERS TRAVAUX BATIMENTS	212 085	-	34 790	**177 295**	390 000	0	63 976	**326 024**	350 000	0	57 414	**292 586**
ESPACE DES CONGRES travaux	309 495	185 166	50 770	**73 559**	-	0	-	**-**			-	**-**
fourriere animale	130 694	153 600	21 439	**- 44 345**	-	0	0	**-**			0	**-**
MATERIELS ET OUTILLAGES TECHNIQUES	28 984	-	4 755	**24 229**	20 000	0	3 281	**16 719**	20 000		3 281	**16 719**

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

Parc auto (tous services confondus hors OM et VOIRIE)	74 056	-	12 148	**61 908**	10 000		1 640	**8 360**	10 000		1 640	**8 360**
Parc Véhicules OM	549 739	34 000	90 179	**425 560**	525 000		86 121	**438 879**	500 000		82 020	**417 980**
Acquisitions techniques OM	208 355	-	34 179	**174 176**	230 600		37 828	**192 772**	250 000		41 010	**208 990**
aire de lavage	125 151	-	20 530	**104 621**	-		-	**-**			-	**-**
Redevance incitative	25 000	-	-	**25 000**	-		-	**-**			-	**-**
Travaux en régie - conduite d'op°	200 000		32 808	**167 192**	200 000		32 808	**167 192**	200 000		32 808	**167 192**
Participations suite SCHEMA ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	14 334	-	-	**14 334**			0	**-**	-		0	**-**
Opah RU 2015-2020	473 606	250 389	-	**223 217**	383 377	152363	0	**231 014**	-		0	**-**
PIG de lutte contre la précarité énérgétique	-	-	-	**-**	30 000	10000	0	**20 000**	-		0	**-**
PLH ETUDE +LOGT PERS AGEES	28 900	5 775	-	**23 125**	5 000		0	**5 000**	-		0	**-**
PLH ORIENTATION 1	-	-	-	**-**	20 000		0	**20 000**	-		0	**-**
PLH ORIENTATION 2	84 500	-		**84 500**	119 500	0	0	**119 500**	-		0	**-**
PLH ORIENTATION 3	82 000	41 000	-	**41 000**	56 000	26000	0	**30 000**	-		0	**-**
MSAP CATUS/ST GERY	2 831	27 940	464	**- 25 573**	-		-	**-**	-		-	**-**
CARTE BLANCHE	-	-	-	**-**	-		-	**-**	-		-	**-**
REHABILITATION ILBERT	48 832	-	8 010	**40 822**			-	**-**			-	**-**
Complexe ilbert	10 020	-	1 644	**8 376**	10 000		1 640	**8 360**	10 000		1 640	**8 360**
Complexe sportif Croix de Fer	297 000	202 556	48 720	**45 724**	20 000	0	3 281	**16 719**	-		-	**-**
RENO ENERGETIQUE PETIT CABESSUT	99 511	238 516	16 324	**- 155 329**			-	**-**			-	**-**
Halle de sport de Cabessut	4 500	-	738	**3 762**	8 000	0	1 312	**6 688**			-	**-**
COMPLEXE SPORTIF PRADINES	20 000	-	3 281	**16 719**	240 000	0	39 370	**200 630**			-	**-**
EQUIPEMENTS SPORTIFS (6 000€/an)	17 500	-	2 871	**14 629**	6 000	0	984	**5 016**	6 000		984	**5 016**
PISCINE ARCHIPEL	43 000	-	7 054	**35 946**	5 000		820	**4 180**	5 000		820	**4 180**
ESPACE DES CONGRES (materiels 3000e par an)	-	-	-	**-**	3 000	0	492	**2 508**	3 000		492	**2 508**
CUISINE CENTRALE -équipements	44 480	-	7 296	**37 184**	25 000	0	4 101	**20 899**	25 000		4 101	**20 899**

LEGUMERIE	50 000	10 379	8 202	**31 419**			-	**-**	25 000		4 101	**20 899**
TRI Selectif lieux sportifs	3 000	-	492	**2 508**	4 000		656	**3 344**	-		-	**-**
FONDS DE CONCOURS versés aux communes	280 000	-	-	**280 000**	225 000	0	-	**225 000**	250 000		-	**250 000**
MEDIATHEQUE	4 500	-	738	**3 762**	7 000	0	1 148	**5 852**	7 000		1 148	**5 852**
MEDIATHEQUE- reinformatisation reseau biblio et ludo et mediation n umerique	41 400	25 177	6 791	**9 432**		0	-	**-**			-	**-**
Matériels festivités	9 574	-	1 571	**8 003**	4 000		656	**3 344**	4 000		656	**3 344**
ECOLE DE MUSIQUE/AUDITO (9400€ annuel)	21 472	-	3 522	**17 949**	21 472	0	3 522	**17 949**	7 500		1 230	**6 270**
auditorium (fauteuils+ sols à chiffrer)	110 000	-	18 044	**91 956**			-	**-**	-		-	**-**
SITE INTERNET	20 202	8 418	3 314	**8 471**			-	**-**	-		-	**-**
Carte Grand Pass	-		-	**-**			-	**-**	-		-	**-**
SIGNALETIQUES	-	-	-	**-**	15 000	0	2 461	**12 539**	15 000		2 461	**12 539**
MATERIEL BUREAU INFORMATIQUE	245 273	-	40 235	**205 038**	158 000		25 918	**132 082**	150 000		24 606	**125 394**
MOBILIER ET MATERIEL ADM	9 700	-	1 591	**8 109**	7 800	0	1 280	**6 520**	7 800		1 280	**6 520**
SIG	36 656	-	6 013	**30 643**			-	**-**			-	**-**
PROJET Digital	-		-	**-**			-	**-**			-	**-**
Depenses imprevues	80 000	10 000	13 123	**56 877**			-	**-**	-		-	**-**
TOTAL OPERATIONS BUDGET PRINCIPAL	**11 384 758 €**	**3 577 975 €**	**1 489 753 €**	**6 317 030 €**	**8 131 653 €**	**883 969 €**	**1 054 412 €**	**6 193 272 €**	**10 386 300 €**	**2 826 000 €**	**1 648 651 €**	**5 911 649 €**

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

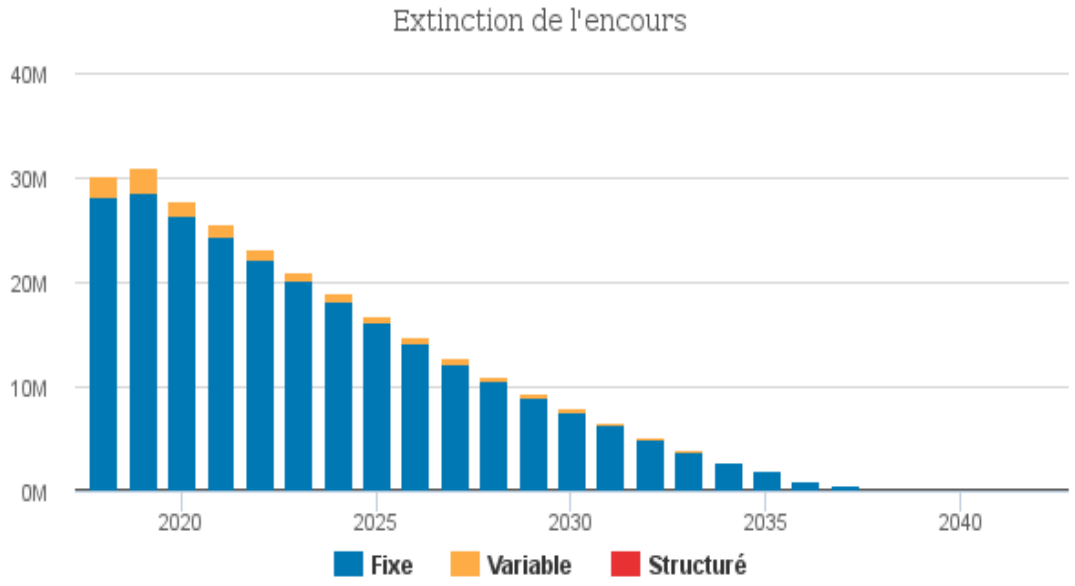
D. Détail Encours de dette

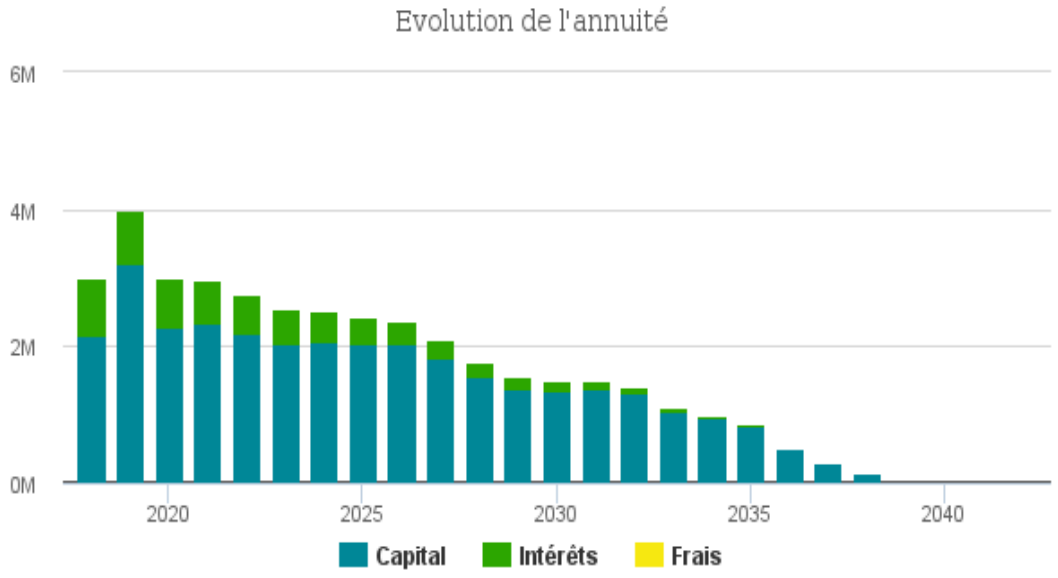
Liste des emprunts en cours

Référence contrat	Objet de la dette	Date de fin	Montant initial	Code Prêteur	Index de Taux	Capital Restant Dû Fin Exercice	Charte Gissler
1355292	FINANCEMENT SOLDE LE CHAI	30/11/2037	1 700 000,00	CA	FIXE	1 627 176,97	1A
1355309	PROG VOIRIE 2017	29/12/2038	2 000 000,00	CA	FIXE	2 000 000,00	1A
200101	Investissements 2001	01/08/2021	1 524 490,18	DEXIA	FIXE	321 733,39	6F
200301	Investissements 2003	30/03/2018	255 000,00	CA	FIXE	0,00	1A
200401	Acquisition Centre de Vacances	30/06/2019	333 875,00	CA	FIXE	14 899,47	1A
200601	Investissements 2006	10/07/2026	1 000 000,00	BPOP	FIXE	510 138,97	1A
200701	Investissements 2007	30/10/2032	2 000 000,00	BPOP	FIXE	1 405 558,96	1A
200702	Plage aux Pterosaures	15/01/2022	137 000,00	CA	FIXE	45 666,52	1A
200705	Travaux de la Poste	05/12/2027	330 000,00	CE	FIXE	180 433,85	1A
200708	Travaux d'entretien du Pont de Pontcirq	05/03/2023	132 000,00	CE	FIXE	52 521,30	1A
200801	Investissements 2008	01/03/2029	5 000 000,00	CFFIL	FIXE	2 562 500,00	1A
200803	Investissements 2008	31/10/2018	213 200,00	CA	FIXE	0,00	1A
200901	Travaux d'études Boissieres	01/12/2024	150 740,00	BPOP	FIXE	72 324,85	1A
200903	Travaux Cuisine Blanchard	30/09/2019	270 000,00	BPOP	FIXE	24 091,49	1A
201101	Investissements 2011	05/01/2027	1 000 000,00	CFFIL	FIXE	649 683,67	1A
201102	Investissements 2011	01/12/2026	1 000 000,00	CFFIL	FIXE	619 536,09	1A
201201	Investissements 2012	01/02/2027	3 000 000,00	CDC	FIXE	2 030 955,52	1A
201202	Investissements 2012	10/06/2032	2 000 000,00	CE	FIXE	1 609 396,12	1A
201403	Piscine divoneo	31/07/2034	1 272 954,00	CA	EUR3	1 002 451,23	1A
201501	Investissements 2015	01/03/2035	2 000 000,00	LBP	FIXE	1 625 000,00	1A
201502	Report 2015	08/02/2031	1 000 000,00	CFF	FIXE	883 663,47	1A
201603	FINANCEMENT DU BUDGET PRINCIPAL 2016	05/02/2037	1 000 000,00	CE	FIXE	955 549,29	1A
201801	PROG VOIRIE 2018	13/12/2033	1 300 000,00	LBP	FIXE	1 300 000,00	1A
201802-TIR-1	Tirage sur le Contrat Cadre N° 201802	20/03/2019	800 000,00	SG	EUR3	800 000,00	1A
4960586	CONSTRUCTION FOURRIERE ANIMALE	05/09/2042	700 000,00	CE	FIXE	672 207,15	1A
844387	LE CHAI	30/11/2036	2 000 000,00	CA	FIXE	1 800 000,00	1A
CO9428	Optimisation de la gestion de la dette	27/02/2036	6 274 289,12	CACIB	FIXE	5 788 402,00	1A
OM200002.1	Tirage sur le Contrat Cadre N° OM200002	05/06/2022	914 694,10	CE	EUR12	162 678,58	1A
OM200002.2	GLOBALISATION CE 6/10	05/04/2019	609 796,07	CE	FIXE	126 292,36	1A
OM200702.1	Tirage sur le Contrat Cadre N° 200702	15/10/2022	812 500,00	CACIB	TAM	250 000,00	1A
OM200702.2	Tirage sur le Contrat Cadre N° 200702	15/10/2022	812 500,00	CACIB	TAM	250 000,00	1A
OM201601	Investissements 2016	31/05/2026	400 000,00	SG	FIXE	300 000,00	1A
TOTAL PRINCIPAL						**29 642 861,25**	
201103	Investissements 2011	05/01/2022	612 400,00	CE	FIXE	227 755,87	1A
201401	Investissements 2014	01/03/2025	330 000,00	LBP	FIXE	206 250,00	1A
201402	INVESTISSEMENTS 2014	01/06/2024	487 300,00	LBP	FIXE	268 015,00	1A
TOTAL TRANSPORTS						**702 020,87**	
CO9428	Optimisation de la gestion de la dette	27/02/2036	723 640,00	CACIB	FIXE	667 600,61	1A
TOTAL ZONE						**667 600,61**	

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

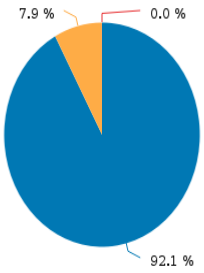
Extinction de la dette





AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

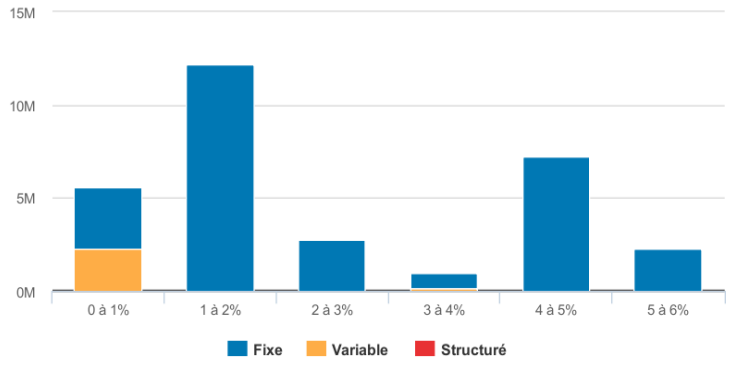
Types de Taux



	Taux fixes	Taux variables	Taux structurés	Total
Encours	28 547 352,92	2 465 129,8:	0,00	31 012 482,7
Pourcentage global	92,05%	7,95%	0,00%	100%
Durée de vie moyenne	7 ans, 7 mois	3 ans, 10 mois		7 ans, 4 mois
Duration	7 ans	3 ans, 9 mois		6 ans, 9 mois
Nombre d'emprunts	28	5	0	33
Taux actuariel	2,67%	0,39%	0,00%	2,49%
Taux moyen	2,95%	0,85%	0,00%	2,82%

Coût

Tranches de taux



TEG résiduel	Encours
0% à 1%	5 602 451,23
1% à 2%	12 189 144,90
2% à 3%	2 776 678,47
3% à 4%	929 864,19
4% à 5%	7 255 264,15
5% à 6%	2 259 079,79
TOTAL	31 012 482,73

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

Durée de vie

Indicateurs

Encours **31 012 482,73**

Duration * **6 ans, 9 mois**

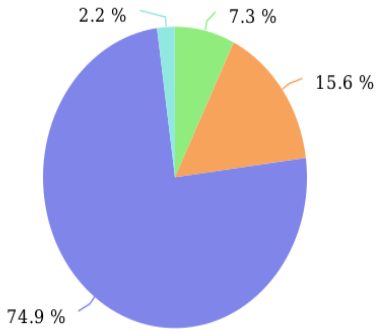
Durée de vie moyenne * **7 ans, 4 mois**

Durée résiduelle * **23 ans, 8 mois**

Durée résiduelle Moyenne * **13 ans, 9 mois**

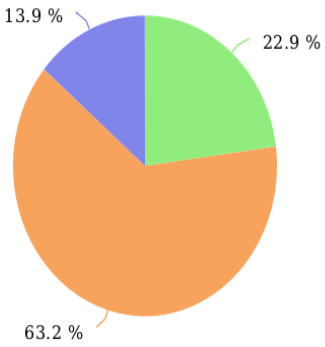
** tirages futurs compris*

Répartition par durée résiduelle



Durée résiduelle	Montant
< 5 ans	2 275 638,98
5 - 10 ans	4 837 337,95
10 - 20 ans	23 227 298,65
20 - 30 ans	672 207,15
TOTAL	31 012 482,73

Répartition par durée de vie moyenne

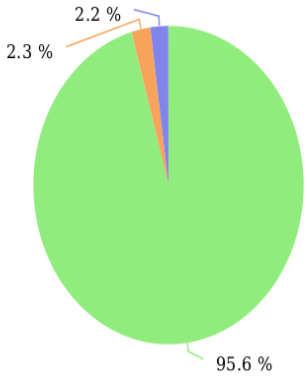


Durée de vie moyenne	Montant
< 5 ans	7 112 976,93
5 - 10 ans	19 600 121,68
10 - 20 ans	4 299 384,12
TOTAL	31 012 482,73

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

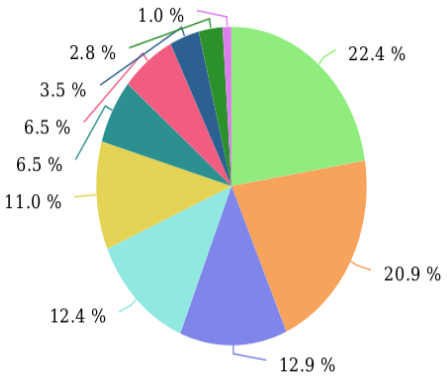
Affectation

Budgets



Budget	Montant
Budget Principal	29 642 861,25
Budget Annexe Transport	702 020,87
Budget Annexe Zones Aménagement	667 600,61
TOTAL	31 012 482,73

Prêteurs



Prêteur	Montant
Crédit Agricole Corporate Investment Bank	6 956 002,61
CREDIT AGRICOLE	6 490 194,19
CAISSE D'EPARGNE	3 986 834,52
CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	3 831 719,76
LA BANQUE POSTALE	3 399 265,00
Caisse des dépots et Consignation	2 030 955,52
BANQUE POPULAIRE	2 012 114,27
SOCIETE GENERALE	1 100 000,00
Crédit Foncier	883 663,47
DEXIA CLF	321 733,39
TOTAL	31 012 482,73

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

E. **Elements sur le personnel** *(données issues du bilan social 2017)*

3.1.1 et 3.2.1 - Rémunérations des fonctionnaires et de contractuels occupant un EMPLOI PERMANENT ayant travaillé au moins un jour durant l'année 2017

Les rémunérations à prendre en compte sont les rémunérations annuelles des agents ayant travaillé au moins jour durant l'année 2017.

Tous les montants doivent être exprimés en euros (arrondir à l'euro supérieur).

3.1.1 et 3.2.1 incluent le traitement brut annuel, les indemnités de résidence, le supplément familial de traitement, les primes ou indemnités de toutes natures, ainsi que la NBI pour 3.1.1.

FONCTIONNAIRES SUR EMPLOI PERMANENT	Montant total des rémunérations annuelles brutes		**dont** primes et indemnités au titre de l'article 111		**dont** primes et indemnités (y.c. heures supplémentaires) relevant de l'article 88 (hors remboursement de frais)		**dont** NBI		**dont** heures supplémentaires ou complémentaires (hors article 88)	
	3.1.1		3.1.1.1		3.1.1.2		3.1.1.3		3.1.1.4	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Catégorie A	757 117	1 196 613	19 596	31 742	182 032	267 506	10 880	13 675		
Catégorie B	891 198	818 538	35 166	35 511	78 659	104 432	4 215	4 777	7 324	2 778
Catégorie C	3 236 238	1 475 596	143 922	71 269	287 644	147 454	9 729	10 451	68 016	8 326
Agents et ouvriers territoriaux de Mayotte (AOTM)										
Total	4 884 553	3 490 747	198 684	138 522	548 335	519 392	24 824	28 903	75 340	11 104

CONTRACTUELS SUR EMPLOI PERMANENT	Montant total des rémunérations annuelles brutes		**dont** primes et indemnités		**dont** heures supplémentaires ou complémentaires	
	3.2.1		3.2.1.1		3.1.1.4	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Catégorie A	198 998	278 242	652	376		642
Catégorie B	113 952	169 808	1 640	2 483	392	1 454
Catégorie C	154 566	21 154	10 458	517	2 599	
Agents et ouvriers territoriaux de Mayotte (AOTM)						
Total	467 516	469 204	12 750	3 376	2 991	2 096

3.3.1 Rémunérations des agents sur EMPLOI NON PERMANENT ayant travaillé au moins un jour durant l'année 2017

Champ : le tableau qui suit concerne les agents contractuels sur un emploi non permanent

	Montant total des rémunérations annuelles brutes	
	Hommes	Femmes
Assistants maternels		
Assistants familiaux		
Autres agents sur emploi non permanent (y compris collaborateurs de cabinet)	453 855	142 301
Total	453 855	142 301

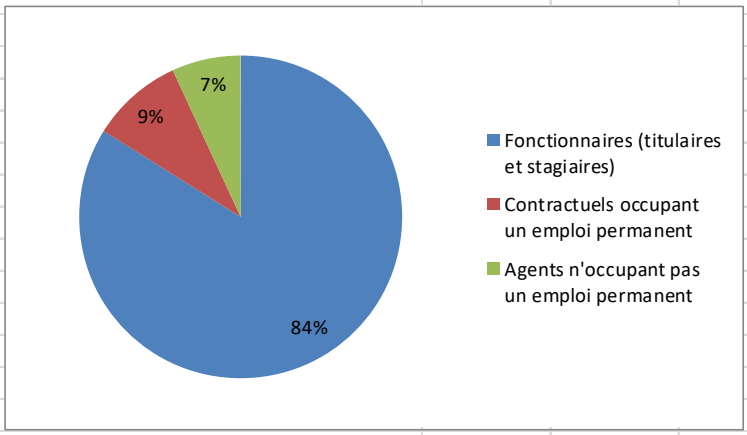
AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

Effectifs au 31 décembre 2017

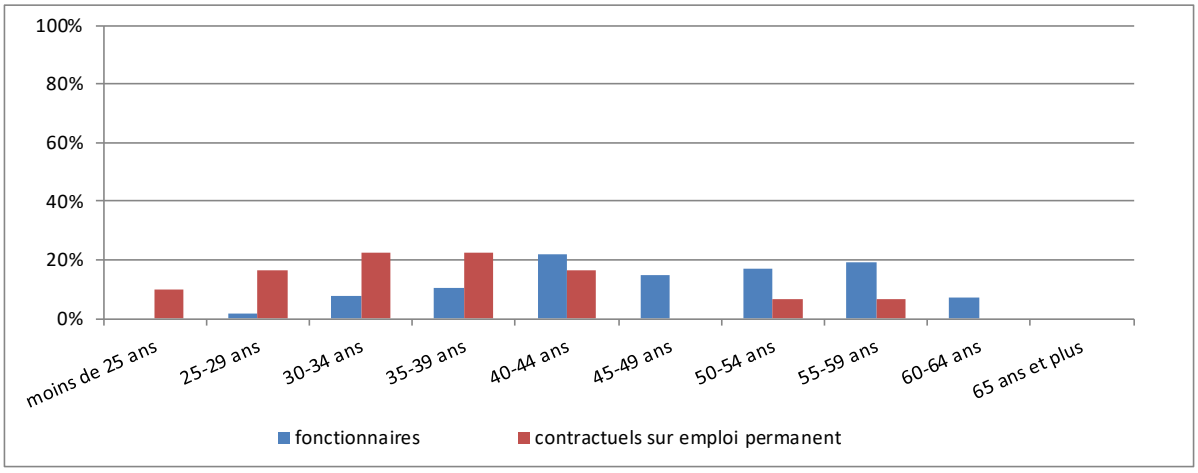
Effectifs globaux

Agents en position d'activité (tous statuts)	**347**
Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	292
Contractuels occupant un emploi permanent	32
Agents n'occupant pas un emploi permanent	24

soit 324 agents permanents



Répartition par classe d'âge et par statut



Durée effective du temps de travail : Par délibération du 13 novembre 2000, la communauté d'agglomération du grand Cahors a fixé le temps de travail à 1536.5 heures.

Temps partiels

	Fonctionnaires	Contractuels
Hommes travaillant à temps partiel	4	0
dont temps partiel de droit ou sur autorisation	*4*	*0*
Femmes travaillant à temps partiel	13	1
dont temps partiel de droit ou sur autorisation	*13*	*1*

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

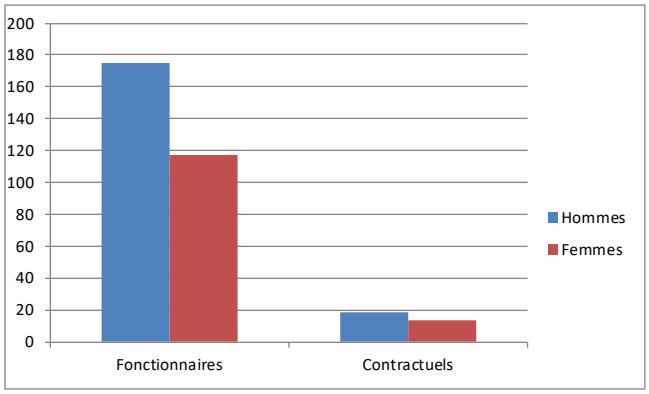
Agents en position statutaire particulière (détachement, mise à disposition, congé parental...)

Nombre d'agents en position statutaire particulière 17

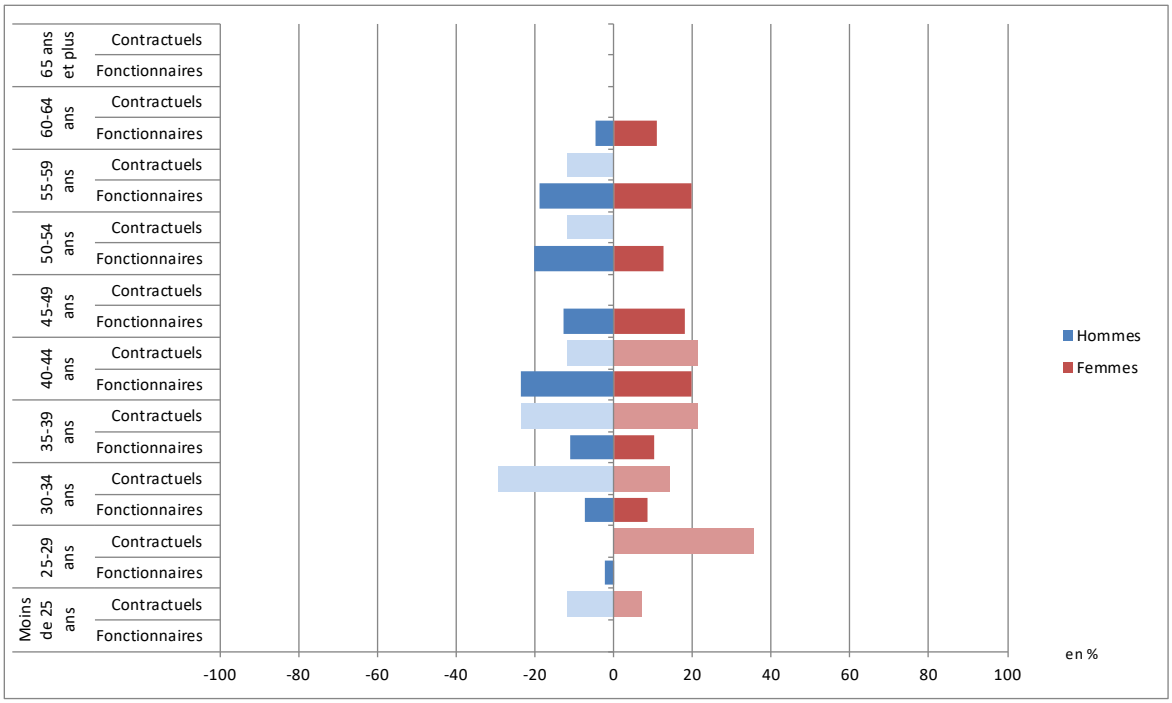
Agents originaires de la collectivité :	17
en congé parental	*0*
en disponibilité	*8*
en position hors cadre	*0*
en congé spécial	*0*
agents détachés au sein de leur propre collectivité (emploi fonctionnel ou de cabinet, changement de filière)	*6*
mis à disposition dans une autre structure	*3*
agents détachés dans une autre structure	
Fonction publique d'Etat (FPE)	0
Fonction publique hospitalière (FPH)	0
Autre collectivité	0
Autres strucutres (y compris FPE-UE)	0

Synthèse parité hommes-femmes

Effectifs selon le sexe et le statut en 2017 - Agents sur emploi permanent



Pyramide des âges selon le statut en 2017 - Agents sur emploi permanent

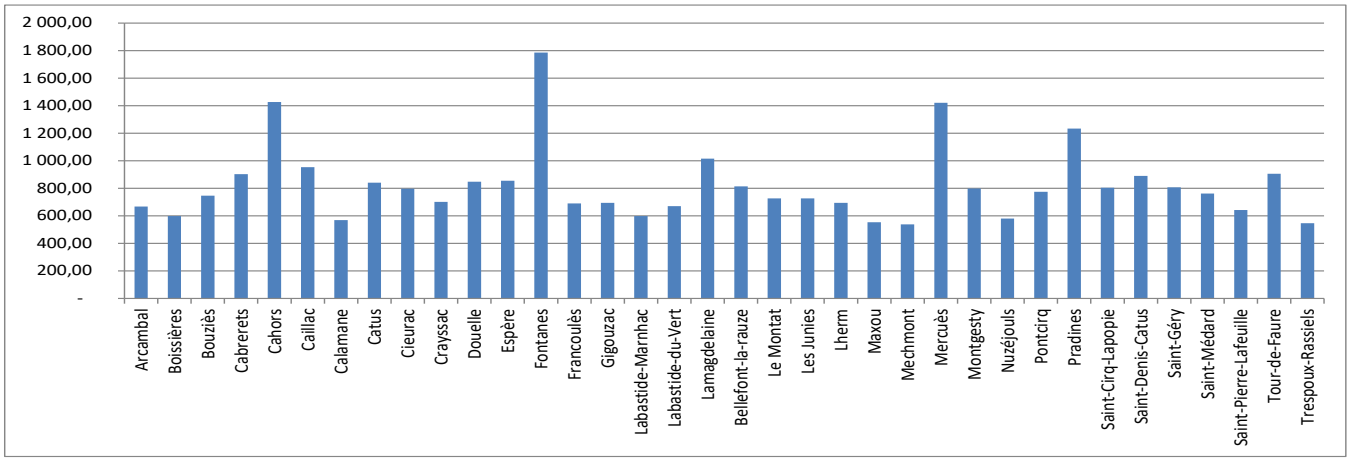


AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

F- La fiscalité sur le territoire en 2018

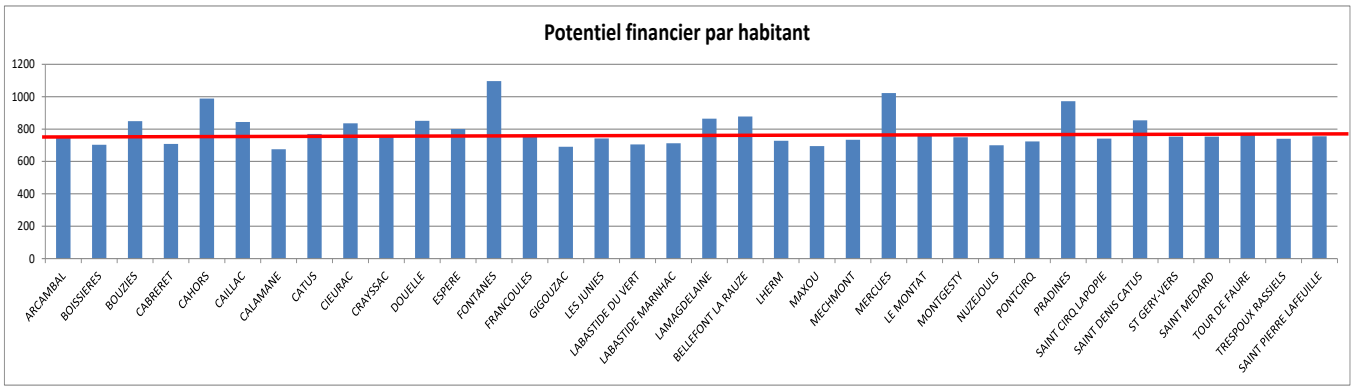
FISCALITE COMMUNALE 2018

Année 2018		TAXE HABITATION (hors locaux vacant)			TAXE FONCIERE BATI			TAXE FONCIERE NON BATI			totaux	
COMMUNE	POP DGF 2018	Base TH	Taux TH commune	**Produit TH communal**	Base TFB	Taux FB	**Produit TFB communal**	Base FNB	Taux FNB	**Produit TFNB communal**	**TOTAL FISCALITE COMMUNALE**	**TOTAL FISCALITE / HAB**
ARCAMBAL	1106	1 208 704	9,09%	109 876	737 853	18,03%	133 035	16 170	127,59%	20 618	**263 529 €**	**238 €**
BOISSIERES	463	452 807	12,09%	54 753	277 113	21,69%	60 109	9 589	235,80%	22 591	**137 453 €**	**297 €**
BOUZIES	154	169 794	7,23%	12 279	115 029	18,06%	20 778	7 173	120,30%	8 621	**41 678 €**	**271 €**
CABRERETS	333	435 554	9,02%	39 286	300 702	20,11%	60 468	8 619	139,85%	12 034	**111 788 €**	**336 €**
CAHORS	21008	34 215 420	16,55%	5 662 647	29 961 347	38,06%	11 403 252	69 154	162,52%	112 880	**17 178 779 €**	**818 €**
CAILLAC	665	723 576	14,99%	108 468	634 500	23,11%	146 632	24 987	167,20%	41 778	**296 878 €**	**446 €**
CALAMANE	492	476 852	12,70%	60 557	280 214	23,13%	64 815	7 346	158,30%	11 645	**137 017 €**	**278 €**
CATUS	1021	893 662	17,68%	157 997	858 328	21,81%	187 204	15 059	147,88%	22 179	**367 380 €**	**360 €**
CIEURAC	575	603 300	4,03%	24 307	458 337	8,49%	38 920	13 691	92,45%	12 682	**75 909 €**	**132 €**
CRAYSSAC	840	878 139	8,28%	72 703	588 949	16,05%	94 531	7 912	144,56%	11 359	**178 593 €**	**213 €**
DOUELLE	890	1 069 652	9,37%	100 232	755 009	19,57%	147 767	17 655	141,55%	24 957	**272 956 €**	**307 €**
ESPERE	1051	1 396 686	11,66%	162 850	898 945	24,65%	221 592	5 072	217,66%	11 023	**395 465 €**	**376 €**
FONTANES	512	563 865	6,31%	35 576	913 946	11,95%	109 218	19 310	119,13%	22 998	**167 792 €**	**328 €**
FRANCOULES	259	295 581	8,26%	24 417	178 761	12,89%	23 042	6 701	104,29%	6 975	**54 434 €**	**210 €**
GIGOUZAC	293	269 547	15,86%	42 751	203 320	29,98%	60 956	6 226	183,74%	11 456	**115 163 €**	**393 €**
LABASTIDE DU VERT	320	343 946	13,92%	47 873	214 465	25,82%	55 372	5 594	259,38%	14 538	**117 783 €**	**368 €**
LABASTIDE MARNHAC	1283	1 247 598	11,95%	149 080	768 697	22,05%	169 501	14 550	202,08%	29 374	**347 955 €**	**271 €**
LAMAGDELAINE	775	1 034 804	9,69%	100 274	787 152	16,11%	126 805	9 790	152,66%	14 986	**242 065 €**	**312 €**
BELLEFONT LA RAUZE	1378	1 789 009	8,29%	152 366	1 121 319	14,92%	193 296	14 846	129,45%	19 617	**365 279 €**	**265 €**
LE MONTAT	1189	1 140 065	9,36%	106 721	864 895	18,46%	159 655	10 183	199,43%	20 335	**286 711 €**	**241 €**
LES JUNIES	332	383 011	11,06%	42 363	241 206	17,23%	41 559	11 001	156,51%	17 237	**101 159 €**	**305 €**
LHERM	329	414 271	8,04%	33 307	228 618	14,26%	32 603	10 490	133,10%	13 960	**79 870 €**	**243 €**
MAXOU	339	313 272	10,38%	32 511	187 822	19,27%	36 193	5 181	167,94%	8 701	**77 405 €**	**228 €**
MECHMONT	160	163 188	7,10%	11 593	86 075	9,71%	8 352	4 358	120,07%	5 220	**25 165 €**	**157 €**
MERCUES	1106	1 779 004	5,50%	97 837	1 570 650	15,63%	245 525	20 053	88,62%	17 791	**361 153 €**	**327 €**
MONTGESTY	443	630 982	7,89%	49 782	353 655	15,07%	53 300	6 018	146,03%	8 745	**111 827 €**	**252 €**
NUZEJOULS	405	386 325	15,84%	61 190	234 953	24,41%	57 352	5 064	185,19%	9 391	**127 933 €**	**316 €**
PONTCIRQ	201	262 287	8,89%	23 320	155 724	16,35%	25 458	4 766	195,67%	9 345	**58 123 €**	**289 €**
PRADINES	3613	6 546 710	10,69%	699 840	4 459 102	21,64%	964 980	27 004	193,82%	52 419	**1 717 239 €**	**475 €**
SAINT CIRQ-LAPOPIE	360	367 404	8,05%	29 582	289 538	15,80%	45 741	7 708	103,31%	7 934	**83 257 €**	**231 €**
SAINT DENIS-CATUS	228	218 778	10,40%	22 754	203 112	23,98%	48 706	8 820	132,22%	11 666	**83 126 €**	**365 €**
SAINT GERY-vers	1035	1 293 396	10,41%	122 016	836 037	20,78%	188 283	26 892	140,24%	40 030	**350 329 €**	**338 €**
SAINT MEDARD	223	294 466	8,92%	26 265	170 081	22,57%	38 390	5 427	166,29%	9 046	**73 701 €**	**330 €**
ST PIERRE LAFEUILLE	384	342 851	14,17%	48 577	246 756	22,97%	56 680	3 894	106,50%	4 115	**109 372 €**	**285 €**
TOUR DE FAURE	408	560 242	8,18%	45 833	369 450	18,40%	67 985	10 497	148,44%	15 546	**129 364 €**	**317 €**
TRESPOUX RASSIELS	864	773 979	12,65%	97 913	471 856	24,80%	117 017	14 844	202,45%	30 018	**244 948 €**	**284 €**
TOTAL	**45 037**	**63 938 727**		**8 669 696**	**51 023 516**		**15 505 072**	**461 644**		**713 810**	**24 888 578**	



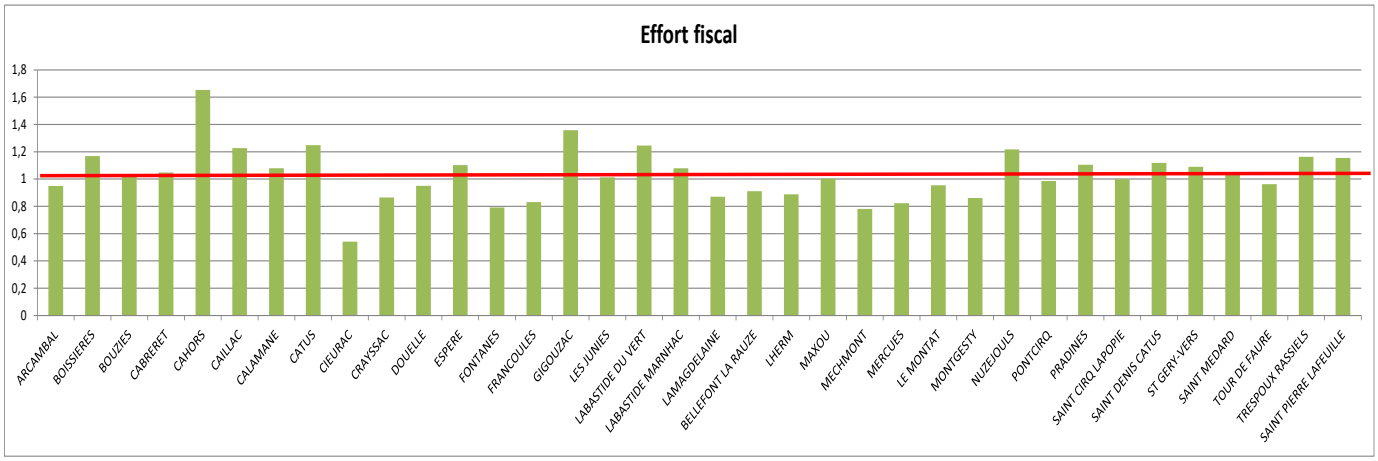
AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

POTENTIEL FINANCIER PAR HABITANT



La moyenne du potentiel financier par habitant des communes du Grand Cahors est de 789.58€

EFFORT FISCAL



La moyenne de l'effort fiscal des communes du Grand Cahors se situe à 1.0305

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

communes	Population INSEE totale 2018	Population DGF 2018	Potentiel financier par habitant	Potentiel fiscal 4 taxes par habitant	Revenu imposable par habitant	Effort fiscal
ARCAMBAL	1034	1106	747,15009	674,802893	13622,77853	0,949231
BOISSIERES	403	463	703,174946	594,580994	12706,58313	1,167935
BOUZIES	82	154	848,441558	706,487013	14299,85366	1,026191
CABRERET	236	333	707,717718	632,897898	11405,54661	1,047883
CAHORS	20390	21008	988,416698	914,870906	13887,78328	1,652589
CAILLAC	630	665	843,203008	787,902256	13110,86667	1,226696
CALAMANE	472	492	674,995935	575,804878	13796,0339	1,078916
CATUS	896	1021	769,714006	638,77571	12163,80022	1,247692
CIEURAC	536	575	835,808696	772,62087	14262,4291	0,541172
CRAYSSAC	782	840	752,484524	651,303571	12821,97698	0,865406
DOUELLE	839	890	851,269663	794,379775	14683,52682	0,950877
ESPERE	1036	1051	800,694577	764,70314	12519,22587	1,102076
FONTANES	470	512	1096,4082	1061,39063	13266,02766	0,792311
FRANCOULES	231	259	764,177606	619,733591	11331,04762	0,831356
GIGOUZAC	262	293	690,856655	576,450512	14104,62214	1,358546
LES JUNIES	265	332	741,939759	607,554217	12629,66793	1,013071
LABASTIDE DU VERT	260	320	705,425	600,446875	13322,16154	1,245899
LABASTIDE MARNHAC	1244	1283	711,957132	605,159782	14529,97588	1,079461
LAMAGDELAINE	739	775	863,64	811,912258	16017,341	0,870407
BELLEFONT LA RAUZE	1256	1378	877,064586	780,851959	14744,7301	0,911009
LHERM	235	329	727,468085	617,762918	10514,87234	0,888204
MAXOU	308	339	694,365782	596,967552	13166,31169	1,003104
MECHMONT	127	160	734,325	553,1625	14563,96063	0,781558
MERCUES	1077	1106	1021,93761	995,235986	13834,49304	0,822472
LE MONTAT	1152	1189	765,005046	692,339781	14635,75087	0,954479
MONTGESTY	336	443	749,083521	660,862302	14538,54762	0,860988
NUZEJOULS	388	405	699,896296	577,471605	12693,18041	1,216473
PONTCIRQ	148	201	723,621891	627,751244	14891,86487	0,984881
PRADINES	3551	3613	971,638804	880,080542	14820,23824	1,104945
SAINT CIRQ LAPOPIE	211	360	740,575	662,847222	10938,11374	0,999661
SAINT DENIS CATUS	187	228	853,434211	760,899123	12157,22995	1,118342
ST GERY-VERS	880	1035	753,015459	656,027053	13508,39318	1,089901
SAINT MEDARD	177	223	753,753363	645,2287	14453,31073	1,034863
TOUR DE FAURE	338	408	766,193627	692,89951	13126,73373	0,962124
TRESPOUX RASSIELS	839	864	740,469907	584,329861	13102,95709	1,162561
SAINT PIERRE LAFEUILLE	378	384	755,677083	622,976563	12967,92064	1,154834

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

FISCALITE COMMUNAUTAIRE 2018

Données issues logiciel finindev

Fiscalité ménage

2018		TH		TFB (taux 0%)	TFNB	TFNB	Taxe additionnelle FNB	TEOM		
COMMUNE	POP DGF 2018	Base TH CAGC	Produit CAGC-taux 8,08%	Base TFB AGGLO	Base FNB	Produit TFNB 7,49% CAGC	Produit TA FNB-134%	Base TEOM	TAUX TEOM	Produit TEOM
ARCAMBAL	1106	1 114 957	90 089	737 853	16 170	1 211	4 283	789 766	10,23%	80 786
BOISSIERES	463	416 394	33 645	277 113	9 589	718	1 598	300 962	10,23%	30 802
BOUZIES	154	161 517	13 051	115 029	7 173	537	1 245	120 791	10,23%	12 354
CABRERETS	333	410 438	33 163	300 702	8 619	646	228	312 779	10,23%	31 996
CAHORS	21008	31 723 005	2 563 219	29 961 347	69 154	5 180	47 583	30 689 109	12,87%	3 949 531
CAILLAC	665	672 111	54 307	634 500	24 987	1 872	832	501 929	10,23%	51 352
CALAMANE	492	431 804	34 890	280 214	7 346	550	3 552	297 352	10,23%	30 422
CATUS	1021	903 920	73 037	858 328	15 059	1 128	1 591	882 075	10,23%	90 237
CIEURAC	575	545 040	44 039	458 337	13 710	1 027	3 493	405 196	10,23%	41 451
CRAYSSAC	840	800 984	64 720	588 949	7 912	593	4 466	584 592	10,23%	59 808
DOUELLE	890	1 106 886	89 436	755 009	17 655	1 322	1 097	787 222	10,23%	80 526
ESPERE	1051	1 323 245	106 918	898 945	5 072	380	1 079	996 598	10,23%	101 955
FONTANES	512	512 925	41 444	913 946	19 329	1 448	4 857	603 153	10,23%	61 707
FRANCOULES	259	271 262	21 918	178 761	6 701	502	102	188 753	10,23%	19 318
GIGOUZAC	293	243 185	19 649	203 320	6 226	466	252	166 820	10,23%	17 071
LABASTIDE DU VERT	320	313 960	25 368	214 465	5 594	419	188	221 719	10,23%	22 686
LABASTIDE MARNHAC	1283	1 130 617	91 354	768 697	14 550	1 090	4 216	789 189	10,23%	80 745
LAMAGDELAINE	775	1 122 361	90 687	787 152	9 790	733	984	801 135	10,23%	81 943
BELLEFONT LA RAUZE (laroque des arcs, valroufié, cours)	1378	1 789 009	144 552	1 121 319	14 846	1 112	1 568	1 162 885	10,23%	118 956
LE MONTAT	1189	1 036 570	83 755	864 895	10 183	763	3 229	805 719	10,23%	82 437
LES JUNIES	332	356 237	28 784	241 206	11 001	824	593	259 746	10,23%	26 571
LHERM	329	394 485	31 874	228 618	10 490	786	189	248 142	10,23%	25 392
MAXOU	339	282 183	22 800	187 822	5 181	388	244	200 243	10,23%	20 486
MECHMONT	160	151 470	12 239	86 075	4 358	326	7	95 133	10,23%	9 733
MERCUES	1106	1 684 310	136 092	1 570 650	20 053	1 502	3 197	1 376 412	10,23%	140 818
MONTGESTY	443	597 222	48 256	353 655	6 018	451	910	374 542	10,23%	38 325
NUZEJOULS	405	348 555	28 163	234 953	5 064	379	819	242 859	10,23%	24 846
PONTCIRQ	201	244 673	19 770	155 724	4 766	357	166	168 832	10,23%	17 277
PRADINES	3613	6 314 886	510 243	4 459 102	27 004	2 023	11 008	4 683 656	12,87%	602 783
SAINT CIRQ-LAPOPIE	360	346 894	28 029	289 538	7 708	577	751	299 877	10,23%	30 682
SAINT DENIS-CATUS	228	219 838	17 763	203 112	8 820	661	1 760	154 197	10,23%	15 780
SAINT GERY-vers	1035	1 293 396	104 506	836 037	26 892	2 014	7 575	878 208	10,23%	89 851
SAINT MEDARD	223	276 232	22 320	170 081	5 427	406	182	178 284	10,23%	18 246
ST PIERRE LAFEUILLE	384	298 664	24 132	246 756	3 894	292	246	248 721	10,23%	25 444
TOUR DE FAURE	408	515 170	41 626	369 450	10 497	786	2 204	386 946	10,23%	39 589
TRESPOUX RASSIELS	864	693 685	56 050	471 856	14 844	1 112	1 152	509 913	10,23%	52 165
total	**45 037**	**60 048 090**	**4 851 886**	**51 023 516**	**461 682**	**34 580**	**117 446**	**51 713 455**		**6 224 071**

AR PREFECTURE
046-200023737-20190207-01_07_02_2019-DE
Reçu le 13/02/2019

Fiscalité Economique

		CFE 2018 - tx voté 32,78%- harmonisation en cours jusqu en 2019					
COMMUNE	POP DGF 2017	Base CFE	Produit CAGC	Produit CVAE	**TOTAL CET**	TASCOM	IFER
ARCAMBAL	1106	245 206	80 501	4 028	**84 529**		8 825
BOISSIERES	463	36 724	12 144	69	**12 213**		156
BOUZIES	154	25 198	8 259	9 135	**17 394**		0
CABRERETS	333	53 347	17 486	145	**17 631**		6 203
CAHORS	21008	8 664 927	2 844 493	1 015 918	**3 860 411**	465 675	104 161
CAILLAC	665	267 113	86 969	16 469	**103 438**		638
CALAMANE	492	12 233	3 970	1 275	**5 245**		0
CATUS	1021	189 169	61 883	7 310	**69 193**		2 999
CIEURAC	575	456 601	146 842	4 457	**151 299**		2 646
CRAYSSAC	840	128 120	41 470	3 274	**44 744**		7 026
DOUELLE	890	85 826	28 130	3 932	**32 062**		5 822
ESPERE	1051	118 926	39 043	6 324	**45 367**	38 230	0
FONTANES	512	1 000 387	328 415	82 337	**410 752**		1 247
FRANCOULES	259	108 190	34 751	1 713	**36 464**		2 863
GIGOUZAC	293	71 750	23 054	784	**23 838**		0
LABASTIDE MARNHAC	1283	22 416	7 296	2 077	**9 373**		4 635
LABASTIDE DU VERT	320	85 868	28 189	210	**28 399**		0
LAMAGDELAINE	775	374 158	122 832	8 995	**131 827**		2 432
BELLEFONT LA RAUZE (laroque des arcs, valroufié, cours)	1378	523 903	171 755	31 534	**203 289**		6 652
LE MONTAT	1189	307 226	100 852	32 581	**133 433**	20 944	7 368
LES JUNIES	332	12 255	3 979	131	**4 110**		818
LHERM	329	13 033	4 199	5	**4 204**		0
MAXOU	339	20 871	6 699	2 268	**8 967**		0
MECHMONT	160	0	0	0	-		0
MERCUES	1106	409 467	134 422	70 705	**205 127**		2 229
MONTGESTY	443	20 383	6 622	742	**7 364**		0
NUZEJOULS	405	5 723	1 846	9	**1 855**		0
PONTCIRQ	201	9 555	3 110	55	**3 165**		0
PRADINES	3613	663 743	217 888	48 879	**266 767**	157 339	6 271
SAINT CIRQ-LAPOPIE	360	88 367	28 965	796	**29 761**		5 546
SAINT DENIS-CATUS	228	87 437	28 049	4 181	**32 230**		3 994
SAINT GERY-vers	1035	144 529	47 377	1 745	**49 122**		2 994
SAINT MEDARD	223	12 594	4 087	115	**4 202**		1 091
ST PIERRE LAFEUILLE	384	57 241	18 548	1 424	**19 972**		1 090
TOUR DE FAURE	408	64 147	21 025	165	**21 190**		1 156
TRESPOUX RASSIELS	864	38 656	12 690	770	**13 460**		1 090
total	**45 037**	**14 425 289**	**4 727 840**	**1 364 557**	**6 092 397**	**682 188**	**189 952**
total fiscalité economique							**6 964 537 €**